



PANORAMA



154

pays

692

syndicats affiliés

20

millions de membres

69

membres du
personnel

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
LUTTE CONTRE LA PRIVATISATION ET PROMOTION DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ	6
INFLUENCE DE LA POLITIQUE MONDIALE	8
PROMOUVOIR LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES ET NOS SYNDICATS	16
SYNDICALISATION ET CROISSANCE	20
PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ET DE L'ÉQUITÉ	32
SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SYNDICAL	34
EUROPE (FSESP)	36
RAPPORT FINANCIER	38

INTRODUCTION



Chers/Chères Camarades,

L'année 2016 a été marquée par de profondes transformations aux quatre coins du globe. Parmi tous ces événements marquants, citons notamment la guerre civile qui fait rage en Syrie, les protestations de masse à l'origine de la procédure de destitution de la présidente coréenne, impliquée dans un scandale de corruption, le coup d'État parlementaire qui a évincé la présidente du Brésil, le vote de la Grande-Bretagne pour quitter l'Union européenne, la poursuite de l'ascension du populisme de droite en Europe et au-delà et, en novembre, l'élection de Donald Trump à la fonction de Président des États-Unis entraînant un bouleversement des relations géopolitiques mondiales.

Sur cette toile de fond, nombre de questions fondamentales persistent à travers le globe, nécessitant la prise de mesures urgentes. Les conséquences du changement climatique se font de plus en plus évidentes, nous devons à présent répondre comme il se doit au nombre croissant de réfugié-e-s, les inégalités continuent de se creuser et les services publics et les droits du travail restent vulnérables voire, dans certains cas, attaqués.

Cet environnement changeant fait peser de lourdes menaces mais il s'accompagne également de belles possibilités lorsque nous sommes organisés, mobilisés, et que nous portons haut et fort la vision unique qui est la nôtre. Le monde du travail s'avise de plus en plus que le système actuel ne défend pas leurs intérêts et la colère monte en raison du sentiment de n'être pas entendus. Mettre à profit cette colère pour produire des changements positifs est notre principal défi. Tout échec à cet égard risque de rendre ces travailleurs/euses cyniques et désintéressé-e-s – ou pire, radicalisé-e-s par l'extrême droite.

Les syndicats, en particulier dans la fonction publique, sont bien placés pour promouvoir la vision alternative et l'organisation dont le monde a tant besoin aujourd'hui. Nous bénéficions d'une forte présence dans nos centrales syndicales nationales, de bonnes connexions avec la société civile et d'une compréhension innée de la valeur que peuvent avoir des services publics de qualité, du fonctionnement de la démocratie et du rôle de l'état.

En 2016, l'ISP a fait fond sur ses précédents succès et nous nous remettons sans cesse en question afin d'intensifier

notre travail de campagne et de plaidoyer. Les réalisations suivantes sont à inscrire au bilan de l'ISP cette année, aux côtés de ses affiliés et alliés :

- Ils ont obtenu des engagements forts à l'occasion de la Commission de haut niveau sur l'emploi en santé et la croissance économique (UN COMHEEG), dans une optique de financement de la croissance des effectifs de la santé publique sans recourir à la privatisation
- Ils ont contribué à stopper l'entrée en vigueur de certains des accords commerciaux les plus inéquitables jamais négociés
- Ils ont travaillé de concert avec les syndicats ghanéens à mobiliser les travailleurs/euses, les utilisateurs/trices et les militant-e-s afin de mettre fin au processus de
- privatisation du système énergétique national ghanéen engagé par la Banque mondiale, et
- Ils ont participé à la manifestation rondement organisée qui a abouti à la destitution de la présidente de droite sud-coréenne, impliquée dans un scandale de corruption.

Comme je l'ai déclaré dans mon introduction l'année dernière, pour poursuivre sur notre lancée victorieuse, nous devons nous renforcer. Et cela n'a jamais été aussi vrai qu'aujourd'hui.

Je remercie tous les affiliés, le Conseil exécutif et le Comité directeur, notre petite équipe dévouée, et toute la famille de l'ISP, qui contribuent à ces succès.

Alors que nous nous préparons en vue du Congrès 2017, nous continuerons d'appeler à privilégier le peuple, et non le profit et à créer un monde meilleur pour chacun de nous.

Salutations solidaires,

Rosa Pavanelli, *Secrétaire générale*

LUTTE CONTRE LA PRIVATISATION ET PROMOTION DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

Le débat international sur la privatisation progresse à bâtons rompus. Au moment où le concept de la privatisation a rencontré une résistance, le terme partenariat public-privé a été créé afin d'en masquer l'impopularité. La pression à l'encontre des PPP a récemment ouvert la voie à de nouvelles approches axées sur le financement des infrastructures, les mécanismes de financement mixte et conjoint, l'effet d'attraction du financement privé, la promotion d'un environnement plus favorable pour les investisseurs, et d'autres termes techniques similaires.

De nombreux gouvernements s'inquiètent de l'instabilité politique, suscitée en partie par le creusement des inégalités, et reconnaissent le rôle joué par l'infrastructure sociale et économique¹ dans la redistribution des richesses et des opportunités. C'est l'une des raisons essentielles qui sous-tendent les objectifs de développement durable (ODD), marquant l'accord des gouvernements à assurer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, à la santé, à l'éducation et à l'énergie. Comme toujours, le problème est de savoir qui va payer et comment. Le climat d'austérité qui règne actuellement conduit

de nombreuses institutions publiques, tels des moutons, à penser que le secteur privé va payer. Nous craignons que d'importants problèmes découlent de cette approche, y compris une pression accrue pour privatiser, externaliser et réduire les services gouvernementaux.

Les campagnes constantes de l'ISP à l'encontre de la privatisation, à l'échelon national tout autant que mondial, ont amené de nombreuses ONG à se joindre à notre action et à s'engager plus activement. Certaines disposent de sections nationales, à l'instar de Friends of the Earth dont le bureau basé au Nigeria soutient la campagne menée de longue date contre la privatisation de l'eau à Lagos. D'autres évoluent à l'international, contribuant aux recherches et aux campagnes portant sur les institutions mondiales et la nouvelle impulsion donnée par la Banque mondiale, l'OCDE et le G20, visant à privatiser et financiariser les infrastructures.

L'ISP continue de commanditer des travaux de recherche de la plus haute qualité, de mener des activités de plaidoyer à tous les niveaux, et d'aider les syndicats nationaux dans le cadre de leurs campagnes. À travers notre bulletin d'informations Privatisation Watch, nous vous faisons faire part des dernières informations relatives aux campagnes et aux menaces actuelles. L'ISP œuvre actuellement à la mise au point

d'une plateforme en ligne destinée à faciliter l'échange d'informations et la coordination des campagnes.

Aperçu régional

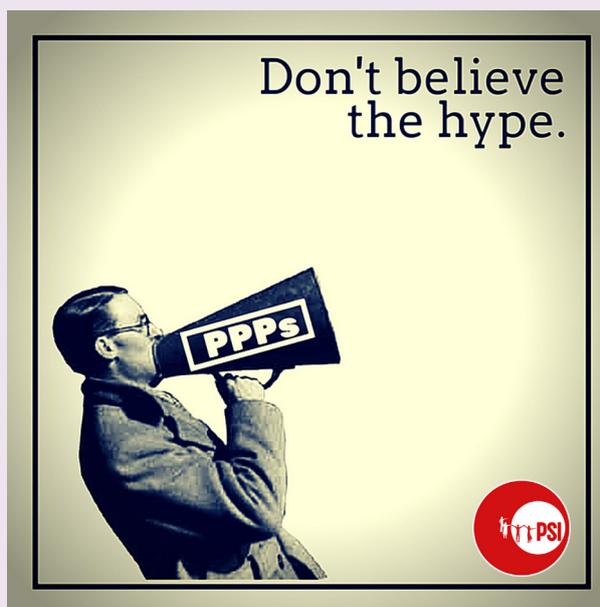
Le gouvernement des États-Unis utilise son organe de développement, la Millennium Challenge Corporation, pour faire pression en faveur de la privatisation de l'énergie au Ghana. Il a mis sur pied un groupe appelé Power Africa, qui a vocation à assurer l'assistance technique dans le cadre des opérations de privatisation menées dans plusieurs pays. D'autres services du gouvernement américain prêtent leur appui, y compris l'USAID, l'US EXIM, le ministère américain de l'Énergie et l'USTDA (United States Trade and Development Agency).

Informée de cette pression externe et secondée par le Vice-président de l'ISP, Thandeki, l'ISP a convoqué des réunions des deux syndicats représentant les travailleurs/euses du secteur, elle a commandité un compte-rendu de recherche de la PSIRU et appuyé une intervention syndicale coordonnée.

Les syndicats ont mené des activités de sensibilisation et de mobilisation de leurs membres et noué des alliances avec des organisations de la société civile. Ils ont également obtenu l'appui du Trade Union Congress du Ghana, dès lors que la privatisation de

¹ Les infrastructures sociales sont les hôpitaux, les écoles, l'eau et l'assainissement; les infrastructures économiques sont les routes, les ports, les chemins de fer et l'énergie.

La présence de l'ISP à la 14ème session de la CNUCED à Nairobi a permis de faire entendre la voix des travailleurs/euses sur tout un éventail de questions liées au développement, à l'instar de la privatisation, de la fiscalité, du commerce, du développement, des inégalités et des droits des travailleurs et des travailleuses. Lors des discussions réservées à la société civile, nous avons étayé nos propos par des éléments de preuve, et nous avons organisé des événements parallèles à Nairobi et publié un document de position sur les textes en négociation ainsi qu'un document de recherche sur la question de la privatisation et du développement - PPPs and SDGs: Don't Believe the Hype [Les PPP et les objectifs de développement durable : attention au battage médiatique].



l'énergie peut avoir une incidence sur l'ensemble des secteurs et des travailleurs/euses. Les syndicats ont également fait appel à leurs contacts au sein du ministère de l'Énergie.

La privatisation de l'énergie était l'une des questions abordées dans le contexte des élections nationales le 7 décembre, où le président sortant a essuyé une cuisante défaite dès le premier tour. Depuis, le nouveau président a fait savoir qu'il ne poursuivrait pas sur cette voie. Mais ce répit provisoire n'aura qu'un temps et nul doute que la pression se fera à nouveau sentir.

Le gouvernement du Nigeria commence à regretter sa démarche de privatisation de l'énergie engagée en 2014, étant donnée l'absence d'une quelconque amélioration dans les services (qualité, fiabilité, accès, prix) et la faillite de certaines entreprises de distribution privées. Il se dit que le Sénat s'apprête à proposer une loi visant à annuler certaines privatisations. Le syndicat ne rend pas les larmes et continue de se

battre pour protéger les droits et intérêts de ses membres, dans un paysage plus complexe et fragmenté en matière de droits du travail.

En décembre, la Cour constitutionnelle de l'Indonésie a décidé que certaines dispositions de la loi de 2009 sur l'électricité, relatives à la participation du secteur privé, pouvaient en fait être anticonstitutionnelles. L'affaire avait été portée devant la cour par le syndicat de l'énergie SPP PLN qui menait campagne depuis plusieurs années contre les tentatives de vente des services publics de distribution d'énergie en Indonésie.

Si la cour n'a pas totalement interdit la participation du secteur privé dans l'électricité, cette décision ouvre néanmoins la porte à un questionnement plus systématique et légitime quant à l'impact des producteurs indépendants d'électricité et aux ententes en matière d'achat d'électricité qui leur garantissent un profit. L'ISP s'est engagée à accroître le soutien aux syndicats de l'éner-

gie, en proie à des attaques répétées de la part de la direction et du gouvernement du fait de leur résistance face aux initiatives de privatisation. Ainsi, la décision du tribunal pourra être invoquée afin de défendre des cas similaires dans d'autres secteurs, comme la santé, l'eau, les déchets, etc.

Retraites

Au Chili, plus d'un million de personnes ont défilé dans les rues le 24 mars afin de protester contre le système privé de pensions, connu sous le nom d'AFP. La marche dirigée contre les 'Administradoras de Fondos de Pensiones' avait été convoquée par la « Coordinadora Nacional de Trabajadores No+AFP », réunissant principalement des affiliés de l'ISP, et différentes organisations sociales protestant contre le système privé de retraite qui avait fixé la rente moyenne à un niveau inférieur au salaire minimum.

INFLUENCE DE LA POLITIQUE MONDIALE

Publiques comme privées, les institutions mondiales continuent d'accroître leur influence sur les lois et les normes auxquelles les gouvernements nationaux sont tenus de se conformer, en limitant bien souvent l'interaction directe avec les travailleurs/euses et la communauté au niveau national ou local - voire en l'excluant totalement. Sans l'implication de l'ISP, le point de vue unique des employé-e-s de la fonction publique ne serait pas entendu.

L'ISP figure parmi les rares organisations mondiales travaillant depuis toujours et sans relâche pour défendre l'intérêt public, les services publics et le secteur public sur ces forums internationaux, souvent à l'encontre des efforts de lobbying concertés que déploient les grandes sociétés afin de servir leurs seuls intérêts. Elle a remporté en 2016 de véritables victoires au profit des travailleurs/euses et des personnes usagères des services publics de qualité. Les exemples ci-après viennent s'ajouter aux travaux mentionnés dans d'autres sections du présent rapport, sur des questions telles que la lutte contre la privatisation et les droits syndicaux.

JUSTICE FISCALE

Aux côtés de nos affiliés, nous continuons de jouer un rôle de chef de file du mouvement mondial pour la justice fiscale afin d'influencer les forums de prise de décisions en matière fiscale et sensibiliser aux

solutions progressistes en faveur de la justice fiscale, pour remédier aux inégalités et à la corruption et contrer le pouvoir des entreprises.

Notre travail représente une composante essentielle de la réponse à la montée du populisme de droite, du nationalisme et du racisme en réaction aux inégalités et à une mondialisation servant l'intérêt des riches et des puissants. Un des aspects importants de ce travail réside dans le fait qu'il mette au jour et explique comment les riches utilisent le système économique pour accumuler et protéger leur patrimoine et éviter de payer leur juste part d'impôt.

En 2016, nous avons poursuivi notre partenariat avec la FES et promu des solutions alternatives axées sur le mythe de la concurrence fiscale, l'extension des campagnes nationales et la transmission du message sur la justice fiscale au-



près des travailleurs/euses et de la communauté. Nous avons mis en lumière le scandale sur l'évasion fiscale des multinationales et maintenu nos pressions sur les institutions mondiales afin d'instaurer des règles fiscales plus équitables dans le monde. Nous maintenons que le projet BEPS réalisé sous l'égide de l'OCDE et du G20 (Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) n'a pas entraîné de changement significatif des règles fiscales à l'échelle mondiale et les



L'ISP a produit quatre supports vidéo de campagne à l'intention des affiliés dans le contexte de leur lutte pour la justice fiscale

travaux menés lors la Conférence ministérielle sur le financement du développement à Addis-Abeba n'ont pas permis d'aboutir à un système fiscal mondial plus équitable.

Ce constat s'est vérifié le 15 avril, lorsque le scandale des « Panama Papers » a éclaté, mettant une fois de plus en lumière les connexions entre les élites riches, les hommes politiques au plus haut niveau et les pratiques mondiales en matière de fraude fiscale. Les fuites impliquaient sept chefs d'État, dont cinq encore en activité, quatre anciens premiers ministres et 61 membres de la famille et associés de premiers ministres, de rois et de présidents. Ce sont ensuite les « Bahamas leaks » qui ont éclaté fin septembre, attirant une fois de plus l'attention sur les collusions entre hauts fonctionnaires du gouvernement, hommes politiques et grandes sociétés, et les pratiques de fraude fiscale. L'ISP a réagi à ces scandales dans les médias et directement auprès de nos affiliés et de leurs membres.

Cette année, nous avons continué à renforcer les campagnes nationales au travers de réunions de campagne en Afrique, y compris en Tunisie, en Afrique du Sud, au Ghana, au Bénin et au Nigeria. Des ré-

Création d'un réseau syndical sur la justice fiscale en Amérique latine

En juin, lors d'une réunion à São Paulo, Brésil, syndicats et organisations de la société civile ont décidé de créer un réseau syndical pour la justice fiscale, qui assurera la coordination des débats et des campagnes sur la question à l'échelle de l'Amérique latine. Douze pays étaient représentés : Argentine, Belize, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guyana, Mexique, Nicaragua, Panama et Uruguay.



La plateforme nigérienne de l'ISP sur la fiscalité a été lancée par Peter Adeyemi, Vice-président de l'ISP (4ème à gauche au premier rang) et Ayube Wabba, Président du NLC (6ème à gauche au premier rang).

unions nationales axées sur l'extension des travaux sur la justice fiscale ont également été convoquées en Argentine, en Jamaïque, au Brésil, au Mexique et en Indonésie, ainsi que des réunions de coordination régionales en Amérique latine et en Afrique.

Nous avons répondu aux demandes de renforcement des capacités des affiliés en organisant des formations au profit des communicateurs syndicaux et des chercheurs, afin de leur permettre de mieux comprendre les structures fiscales et dénoncer la fraude fiscale. Nous avons produit des documents à l'usage des affiliés, dont quatre vidéos sur la justice fiscale, et nous avons assuré le sous-titrage en espagnol du film *Le prix à payer*, en vue de sa diffusion en Amérique latine.

Inaugurée par le Secrétaire général du Conseil du travail du Nigeria, Ayuba Wabba, la réunion au Nigeria nous a montré ce qu'il était possible de réaliser lorsque le mouvement ouvrier agit à l'unisson et s'intéresse à la justice fiscale. La réunion a établi une plateforme syndicale nigérienne sur la fiscalité afin d'organiser la suite des travaux. Des travaux de recherche sur

l'évasion fiscale au Nigeria ont été publiés et la réunion a fait l'objet d'une couverture médiatique de la presse nationale. Depuis, de vastes manifestations ont été organisées, bénéficiant d'une couverture médiatique accrue.

L'action renforcée de l'ISP dans le domaine de la justice fiscale en Afrique nous a permis d'obtenir des fonds afin de recruter un organisateur africain sur la justice fiscale, renforçant encore davantage notre capacité.

En juin, l'ISP a organisé un atelier mondial sur le genre et la fiscalité dans les bureaux d'UNISON à Londres afin d'examiner les questions sur le genre et la fiscalité, supprimer les obstacles techniques à l'activité politique sur les questions fiscales à l'échelle mondiale et nationale et convenir d'autres mesures. Un Sommet mondial de suivi avec la société civile et le milieu universitaire se tiendra courant 2017.

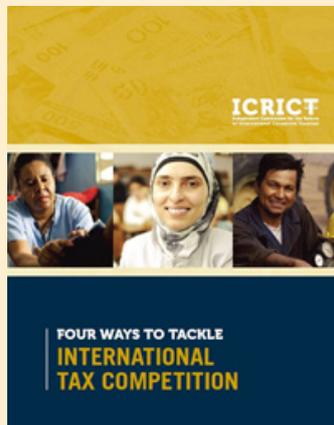
L'ISP a mené des événements parallèles sur la fiscalité et le financement public lors des deux réunions liées à Habitat III, convoquées à Surabaya, Indonésie, et Quito, Équateur.

ICRICT : Promouvoir des alternatives crédibles au système fiscal déficient

L'ISP continue de coprésider le Comité directeur de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (ICRICT) dans le cadre des efforts visant à fournir et promouvoir des solutions alternatives crédibles au système actuel, en réponse à celles et ceux qui prétendent qu'il n'en existe aucune.

La Commission s'est réunie en Colombie en mai pour commencer à travailler sur une déclaration relative à la concurrence fiscale. La déclaration intitulée Four Ways to Tackle International Tax Competition (Comment aborder la concurrence fiscale en quatre étapes) a été lancée à Bruxelles en fin d'année dernière, parallèlement aux efforts de lobbying déployés auprès de l'Union européenne eu égard à plusieurs initiatives fiscales annoncées, telles que l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés et le système de déclaration pays par pays. Joseph Stiglitz, Magdalena Sepulveda, Jose Antonio Ocampo et Eva Joly étaient présents. Bon nombre de plateformes syndicales ont désormais avalisé la déclaration.

Nous avons cette année, et pour la première fois, mobilisé auprès de la Fondation Ford un financement de base à hauteur de 250 000 dollars américains au profit de l'ICRICT, en plus de l'appui continu de la FES en faveur de divers événements. Cela permettra l'emploi de personnel à temps plein et la poursuite du travail de promotion des deux déclarations. La réussite de l'ICRICT n'aurait pas été possible sans les généreuses contributions des affiliés de l'ISP à travers le monde.



(De gauche à droite) Eva Joly, Joseph Stiglitz, José Ocampo et Thomas Mattig (FES)

COMMERCE

Au terme de nombreuses années d'action contre les accords commerciaux non équitables, 2016 a été marquée par une dynamique de mobilisation contre bon nombre des accords ciblés par l'ISP, reposant sur les victoires remportées en 2015 lorsque le Paraguay et l'Uruguay se sont retirés de l'ACS et que l'UE a reconnu les problèmes afférents aux mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États. L'AECG a certes été adopté par le Parlement européen, mais la mobilisation des syndicats et de la société civile avait instauré un climat hostile à son adoption et un ou plusieurs des gouvernements nationaux pourraient encore bloquer l'accord.

C'est probablement dans le contexte des élections présidentielles aux États-Unis que l'évolution de l'opinion publique a été la plus perceptible, au moment où les trois principaux candidats ont fait part de préoccupations quant aux accords commerciaux inéquitables, culminant avec l'élection de Donald Trump qui a ensuite sabordé les négociations autour du PTP et du TTIP. Le Brexit engendre lui aussi une évolution complexe et difficile de la politique commerciale mondiale. Cette évolution rapide du paysage commercial s'accompagne d'opportunités et de menaces.

Nous avons veillé à ce que notre opposition aux mauvais accords commerciaux ne repose pas sur une attitude protectionniste ou pro-nationaliste. Nous défendons notre vision d'un système commercial mondial multilatéral, basé sur des règles et inclusif, dans l'intérêt général, l'opposant à l'émergence éventuelle d'accords bilatéraux et de politiques commerciales nationalistes, protectionnistes, voire mercantilistes et néocoloniales.

Dans ce contexte, en partenariat avec la fondation Friedrich Ebert Foundation (FES) et Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS), l'ISP est restée à la tête de la campagne mondiale anti-ACS et il semble de plus en plus improbable que les négociations finissent par aboutir. Notre campagne a bénéficié d'une couverture médiatique à travers le globe, notamment en Australie, au Royaume-Uni, en France, en Russie, en Italie et en Amérique latine. Nous avons travaillé étroitement avec nos alliés afin de diffuser le message, notamment à travers une intervention radiodiffusée à large échelle de 28 minutes sur l'ACS en Australie et le soutien à la publication d'un rapport sur l'ACS au RU par Global Justice Now.

L'ISP a continué de fournir des ressources à ses affiliés afin de soutenir leurs travaux. Nous avons organisé une formation technique sur le thème du commerce de services aux côtés du professeur Jane Kelsey à Genève, combinée à une réunion sur la stratégie globale et à un travail de lobbying auprès des négociateurs commerciaux basés à Genève. L'ISP a organisé un événement parallèle lors du Forum de l'OMC en 2016 dans le but de faire connaître l'analyse des documents fuités issus des négociations de l'ACS. Nous avons publié



Séminaire régional sur l'ACS en novembre au Costa Rica

la recherche commandée par la faculté de droit de l'Université de Georgetown, qui compare l'accès aux marchés dans le cadre de l'ACS, de l'AGCS et d'autres ententes commerciales en Argentine, au Canada, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en France, en Allemagne, en Islande, à Maurice, au Mexique, en Norvège, au Pakistan, au Panama, en Corée du Sud et en Turquie, pour aider les affiliés à évaluer les risques liés à un accès accru au marché découlant de l'ACS. Nous avons mené à bien un travail de recherche revenant sur les revendications douteuses des partisans des accords commerciaux quant aux avantages économiques de tels accords.

Également, l'article revenant sur la stratégie fructueuse des syndi-

cats uruguayens, qui ont contraint leur gouvernement à se retirer des négociations sur l'ACS, a pu être rédigé ; il deviendra une ressource importante en vue des futures campagnes syndicales et permettra de garder trace de cette victoire.

Cette année, d'autres Fédérations syndicales internationales telles que la Fédération internationale des ouvriers du Transport, UNI Global et l'Internationale de l'Éducation se sont impliquées de façon accrue dans le travail autour de l'ACS et d'autres questions touchant les syndicats, ce qui signifie que nous bénéficions pour la première fois du soutien actif de la majorité du mouvement syndical international. Un tel résultat n'aurait été possible sans l'excellent travail accompli par

Collaborer avec Greenpeace pour dénoncer les conséquences écologiques de l'ACS

L'ISP a œuvré aux côtés de Greenpeace, en organisant des conférences de presse et des interventions médiatiques conjointes dans le but de faire connaître les problèmes suscités par l'ACS en matière environnementale et climatique.

Ces actions communes et le nouvel engagement affiché par Greenpeace à l'égard des enjeux commerciaux ont renforcé la visibilité médiatique et la crédibilité de ces questions auprès d'acteurs importants.



Daniel Bertossa, Directeur politiques & gouvernance de l'ISP, dans la salle de lecture de l'ACS devant les Nations Unies, le jour de la conférence de presse.



Radhakrisna Sadien, Secrétaire général du GSEA (3ème à gauche) aux côtés d'autres membres des affiliés et de la société civile qui se sont regroupés pour former la coalition anti-ACS à Maurice.

les syndicats du service public, qui ont fait progresser la lutte grâce à leurs centrales nationales.

Campagnes nationales

De nombreuses activités ont été organisées en collaboration avec la FES et le réseau Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS).

L'ISP joue un rôle de plus en plus influent dans l'organisation de la résistance face aux accords commerciaux inéquitables en Asie. Nous avons tenu une réunion commerciale régionale en Malaisie en vue de coordonner l'action de la société civile et des affiliés contre le Partenariat économique régional global

(RCEP) et organisé une réunion de lobbying sur l'ACS, le PTP et le TTIP hébergée par le parlement national japonais.

Nous avons organisé des réunions de campagne nationales contre l'ACS et poursuivi le travail de campagne à travers l'Amérique latine, la Colombie, le Chili, le Costa Rica, le Panama, le Mexique et le Pérou. Du fait de son succès, ce travail a permis d'obtenir des fonds de la FES en vue du recrutement d'une organisatrice Commerce en Amérique latine, renforçant encore davantage notre capacité. En fin d'année, nous avons convoqué une réunion régionale afin de planifier les travaux à mener sur le PTP et l'ACS courant 2017.

En avril, le Réseau contre l'ACS, section Colombie, en collaboration avec plusieurs sénateurs de la République, a convoqué l'audience



**INVESTMENT COURT SYSTEM (ICS):
THE WOLF IN SHEEP'S CLOTHING**

**THE EU'S GREAT CORPORATE
PRIVILEGE REBRAND**



L'ISP, chef de file de l'opposition mondiale à une juridiction internationale des investissements

Malgré l'opposition massive de l'opinion publique, l'Union européenne poursuit la promotion de son Système juridictionnel des investissements (SJI) et propose à présent de l'utiliser comme base en vue de l'établissement d'une juridiction internationale des investissements.

L'ISP a diffusé sa publication intitulée Système Juridictionnel des Investissements (SJI) : Le loup dans la bergerie, qui analyse la proposition du point de vue des pays développés et en développement. L'analyse montre que le SJI, bien que supprimant certaines des insuffisances les plus graves en matière de procédure, ne remédie en rien au problème fondamental. La proposition continue d'octroyer aux multinationales des droits que les travailleurs/euses, les syndicats, les consommateurs/trices, les groupes de militant-e-s écologistes et les petites entreprises n'ont pas, et peu d'éléments font état d'avantages économiques pour les travailleurs/euses.

En vertu de la proposition, les grandes sociétés sont en droit de poursuivre les gouvernements et d'exiger des milliards en indemnités payées avec l'argent des contribuables, si des décisions démocratiques légitimes prises par les pouvoirs publics leur déplaisent. La recherche montre que ces paiements sont versés aux sociétés et aux personnes les plus riches de la planète, entraînant des coupes dans les services publics et le creusement des inégalités. Le rapport a été évoqué dans les débats du Parlement européen.

La proposition n'a pas trouvé appui auprès des affiliés de l'ISP au Canada qui ont conclu que les récentes modifications de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'UE (AECG) ne remédient en rien à ses problèmes fondamentaux ni n'atténuent les conséquences négatives à venir, rappelant que les sociétés étrangères conserveront des pouvoirs inédits leur permettant de contourner les juridictions nationales et de poursuivre un gouvernement si elles estiment qu'une décision de politique publique porte atteinte à leurs futurs profits.

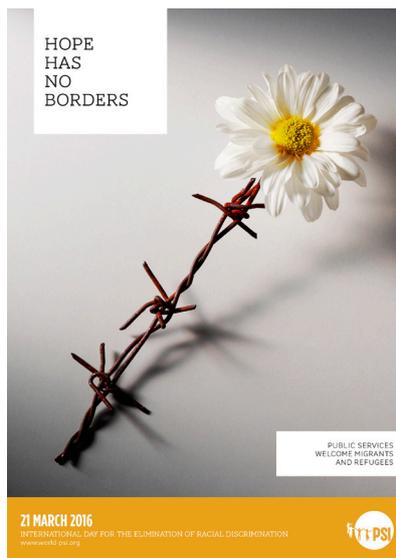
publique sur le thème « Les services publics dans les mains des multinationales ».

En juillet, l'ISP a organisé l'Atelier national sur le PTP et l'ACS à Santiago, Chili. Quelque 25 représentant-e-s des affiliés de l'ISP ont pris part à l'événement, ainsi que des organisations sociales telles que la plateforme « Chile is better without the TPP ».

Au mois d'octobre, nous avons tenu une réunion conjointe entre des syndicats et la société civile en Chine, dans l'optique d'établir une campagne nationale. Maurice joue ici un rôle important puisqu'il est actuellement le seul pays africain à avoir adhéré à l'accord – espérant que ce dernier permettra de transformer le pays en place financière et en paradis fiscal pour l'Afrique.

En décembre, la plateforme d'organisations « Chile is better without the TPP », qui inclut des affiliés de l'ISP dans le pays, a remis une lettre au président de la Cour suprême, Hugo Dolmestch, introduisant une demande d'audience afin d'exprimer les préoccupations au sujet de PPT.

Fin 2016, des dirigeant-e-s syndicaux/ales et des expert-e-s au sujet de l'ACS étaient réuni-e-s au Costa Rica pour participer à une session de formation de trois jours à propos de l'ACS, parrainée par l'ISP. Grâce à cette formation, les participant-e-s ont pu parfaire leurs connaissances au sujet des accords de libre-échange, discuter des éventuelles répercussions de ces accord sur les différents secteurs, le marché du travail, les services publics et la démocratie dans les pays concernés. En outre, ils/elles ont évalué les mesures prises en 2016 et élaboré un plan de travail pour 2017.



INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES (IFI)

Les efforts de l'ISP restent axés sur le processus de révision des politiques de sauvegarde sociales et environnementales au niveau du Groupe de la Banque mondiale, en ce compris l'établissement de mesures de sauvegarde pour le monde du travail.

En août, le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé un nouveau cadre environnemental et social (FSE) qui étend les dispositifs de protection des personnes et de l'environnement aux projets d'investissement financés par la Banque, y compris une nouvelle politique de sauvegarde relative à la main-d'œuvre. Dans le

cadre de la révision des politiques de sauvegarde, la Banque mondiale a organisé la consultation la plus large jamais menée par ses services. Ainsi le processus met-il fin à près de quatre années d'analyse et d'interaction à travers le globe, avec les gouvernements, des expert-e-s en développement et des groupes de la société civile, atteignant quelque 8 000 parties prenantes de 63 pays. Le cadre s'inscrit dans un projet ambitieux du Groupe de la Banque mondiale, visant à améliorer les résultats de développement et rationaliser ses travaux. L'Internationale des services publics a travaillé en étroite collaboration avec la CSI en vue d'améliorer la politique de sauvegarde proposée relativement à la main-d'œuvre et garantir son inclusion dans l'ensemble final de politiques révisées.

MIGRATIONS

Les déplacements forcés et les grands mouvements de migrant-e-s et de réfugié-e-s demeurent les principales questions abordées dans le cadre du discours mondial sur les migrations en 2016, étant donné que les conflits, la violence, l'extrême pauvreté et les violations des droits de l'homme perdurent invariablement dans de nombreuses régions du monde.



Les délégué-e-s présent-e-s lors du séminaire de l'ISP et de la FSESP intitulé « L'accueil des migrant-e-s par les services publics » se sont joint-e-s à la mobilisation organisée en mars à Bruxelles appelant au rejet de la proposition UE/Turquie de refouler les réfugiés hors de l'Europe.



Participant-e-s à la Conférence de clôture du Projet de l'ISP sur le travail décent et la protection sociale des travailleurs/euses migrant-e-s dans les services publics, tenue aux Philippines en décembre.

La Banque mondiale estime à 250 millions le nombre de migrant-e-s internationaux/ales en 2016, dont 19,5 millions (6 %) sont des réfugié-e-s. Dans le contexte de ces flux de réfugiés, le nombre croissant d'enfants réfugiés, qui devrait s'élever à près de la moitié du nombre total de réfugié-e-s, est particulièrement préoccupant. Malgré la poursuite des conflits et l'augmentation des flux de réfugié-e-s, les frontières se ferment et les pays développés reculent devant leur obligation de protection à l'échelle internationale.

Le honteux accord entre l'UE et la Turquie a été signé en mars, et l'Union européenne (UE) s'est ainsi engagée à fournir une aide financière et à accorder une exemption de visa au profit des Turcs, en échange du renvoi systématique vers la Turquie de tous les migrant-e-s et demandeurs d'asile cherchant à gagner l'Europe via la Grèce. Alors que les gouvernements se dérobaient à leur obligation en matière de droits de l'homme, les partis populistes de droite diffusaient un discours xénophobe sur les migrant-e-s, divisant les communautés et portant atteinte aux droits de ces personnes.

Sur cette toile de fond, l'ISP et la FSESP ont organisé en mars un séminaire intitulé « L'accueil des migrant-e-s par les services publics », qui a réuni plus de 50 syndicalistes représentant 15 pays d'Europe et d'Afrique aux fins de renforcer la coopération et le rôle des syndicats du service public dans la gestion des flux de migrant-e-s et de réfugié-e-s. L'ISP et la FSESP ont vivement critiqué l'accord entre l'UE et la Turquie et le refus des gouvernements d'assumer leur part de responsabilité en matière d'assurance d'une protection internationale.

À l'occasion de la Conférence internationale du Travail à Genève, en juin, la marche annuelle de l'ISP («



La route de la honte ») avait cette année pour but de dénoncer le manque de volonté politique et l'inaction des gouvernements de l'UE. L'ISP s'est fait l'écho de cette position en septembre, dans le cadre de sa participation au Sommet de haut niveau des Nations Unies sur les migrant-e-s et les réfugié-e-s qui s'est tenu lors de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. L'ISP a contesté la capacité des gouvernements de s'acquitter de leur obligation en matière humanitaire et des droits de l'homme, elle a critiqué le paradigme néolibéral qui conduit aux déplacements forcés et aux migrations et a défendu le rôle des services publics de qualité dans la promotion du développement durable, de l'inclusion et de la lutte contre la xénophobie et la discrimination. L'ISP a porté le même message lors de sa participation au 9ème Forum mondial sur la migration et le développement qui s'est tenu au Bangladesh en décembre.

Toujours sur le thème de la gouvernance de la migration, l'ISP a contribué au mécanisme de normalisation de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en vue de l'élaboration des Principes directeurs de l'OIT sur l'accès des réfugié-e-s et autres personnes déplacées de force au marché du travail, qui constitue une solution durable en vue de promouvoir l'autonomisation et l'intégration des réfugié-e-s. Elle a également pris part à la réunion tripartite d'expert-e-s de l'OIT, qui a élaboré les Principes et lignes directrices de l'OIT sur le recrutement, énonçant des normes pour le recrutement éthique et équitable des travailleurs/euses migrant-e-s, y compris l'élimination des pratiques consistant à facturer aux travailleurs/euses migrant-e-s des frais de recrutement.

Au cours de l'année 2016, l'ISP a également mené à bien son Projet

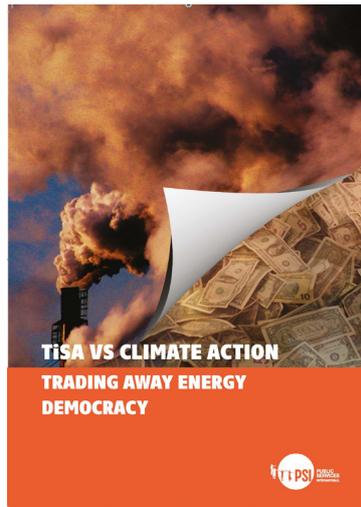
sur le travail décent et la protection sociale des travailleurs/euses migrant-e-s dans les services publics, dont le point d'orgue fut la conférence tenue aux Philippines en décembre, à laquelle ont assisté des affiliés des pays visés par le projet, à savoir Ghana, Nigeria, Afrique du Sud et Philippines, afin de mettre en lumière les réalisations du projet. Lors de la conférence, l'ISP a lancé la Campagne contre les commissions de recrutement, qui entend éliminer les lois et pratiques nationales consistant à facturer aux travailleurs/euses migrant-e-s les frais de recrutement. La Campagne contre les commissions de recrutement se poursuivra courant 2017 pour devenir l'axe majeur du prochain projet de l'ISP sur la migration (www.world-psi.org/NRF).

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans le contexte de l'Accord de Paris sur le climat en 2015, les gouvernements des différents pays ont présenté leurs contributions prévues déterminées au niveau national (INDC), témoignant des actions engagées afin de réduire leur empreinte carbone (atténuation) et de s'adapter aux conséquences inévitables des changements climatiques (adaptation). En d'autres termes, les gouvernements ont fait part de leurs plans et politiques climatiques, dont le système des Nations Unies peut superviser la progression.

Pour les affiliés de l'ISP, ces contributions déterminées au niveau national (le terme « prévues » a été supprimé pour indiquer que les contributions nationales étaient plus que de simples intentions) sont un moyen de négocier avec les gouvernements, y compris sur les questions relatives aux conditions de travail.

L'on peut affirmer pour la plupart des pays que les travailleurs/



euses et les syndicats n'ont pas été consultés lors de l'élaboration de ces plans.

Forte de l'appui stratégique assuré par nos organismes suédois, l'ISP a organisé des ateliers pilotes au Kenya, en Zambie et en Tunisie. Dirigeant-e-s et militant-e-s syndicaux/ales issu-e-s de tous secteurs ont analysé les contributions de leur propre pays et élaboré des plans en vue d'actions à l'échelon syndical. L'ISP a mis en garde les syndicats au sujet de l'incidence potentielle des privatisations et des PPP, susceptibles de limiter la capacité du gouvernement en matière de réduction de son empreinte carbone.

Dans chacun des pays, les syndicats de l'énergie conviennent de ce que les contributions déterminées au niveau national accordent un intérêt particulier à la transition des énergies fossiles vers des sources renouvelables, et les projets en cours représentent une nouvelle source de subventions publiques alimentant les profits privés. Ces syndicats sont tous favorables à un accroissement des énergies renouvelables, dès lors que ces technologies permettent de rendre l'électricité plus accessible aux petites collectivités et aux zones rurales et peuvent du reste être mises en place par les districts et circonscriptions administratives locales et ain-

si fournir de l'électricité localement. Ils mettent toutefois en garde contre un abandon trop rapide des centrales électriques à forte empreinte carbone, étant donné que le déplacement des travailleurs/euses et de leurs communautés doit être négocié dans le respect des principes de transition juste.

Les syndicats du secteur de la santé peuvent craindre la pression accrue qui menace de peser sur les services de santé en raison de l'émergence de nouvelles maladies, ainsi que les répercussions sanitaires des catastrophes naturelles, autant de considérations à prendre en compte dans le cadre de la campagne de l'ISP en faveur du droit humain à la santé (HR2H). Nombre de possibilités s'offrent à nous pour rendre les hôpitaux et les établissements de santé « plus écologiques », en réduisant notamment la consommation énergétique et en améliorant les procédures de traitement des déchets, y compris certains très toxiques.

Les syndicats représentant les collectivités locales et régionales comprennent le rôle fondamental des municipalités dans le cadre d'une stratégie nationale sur le changement climatique, dès lors que les villes abritent plus de la moitié de la population mondiale et produisent 70 % du PIB, mais génèrent aussi 75 % des gaz à effet de serre. Il pourra être plus aisé pour les syndicats d'être intégrés aux processus de consultation au fur et à mesure de la progression des villes et des administrations infranationales. Mais bien trop souvent, le manque de financement adéquat se pose comme un problème majeur.

Tous les syndicats se sont engagés à inclure les questions climatiques dans le cadre de leurs négociations collectives. L'ISP cherchera à étendre cette expérience à d'autres pays et à partager les enseignements tirés.

PROMOUVOIR LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES ET NOS SYNDICATS

La protection des droits des travailleurs et travailleuses et des droits syndicaux compte au nombre des activités phares de l'ISP. Celle-ci dénonce publiquement les violations des droits syndicaux et humains dans les services publics et coopère avec ses affiliés et les autres organisations syndicales nationales et internationales lorsque de graves violations se produisent.



La Secrétaire générale de l'ISP, Rosa Pavanelli, s'exprimant aux côtés du Secrétaire général de DISK, Arzu Çerkezoğlu, Turquie.

L'ISP A LA CIT

Dans la perspective de la Conférence internationale du Travail (CIT) programmée en juin, l'ISP a participé aux réunions préparatoires organisées par la CSI dans l'ensemble des régions en vue de sélectionner les dossiers qui seront transmis à la Commission de l'application des

normes (CAN), soutenant l'inclusion des dossiers pertinents pour les affiliés de l'ISP. Durant la CAN, l'ISP s'est fait l'écho des préoccupations des employé-e-s de la fonction publique lors de l'examen des cas concernant les Philippines, l'Équateur, le Guatemala, l'Indonésie et la

Malaisie. En 2016, des 24 cas examinés, 15 renvoyaient aux Conventions nos 87 et 98, ce qui répondait aux intentions du Groupe des employeurs étant donné que chacun de ces cas permettait de remettre en cause le droit de grève en tant que droit découlant de la Conven-

La délégation de l'ISP explique à l'OIT pourquoi les services publics et leurs syndicats sont indispensables afin de combler le déficit de travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

La discussion sur le « Travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales », qui a eu lieu au cours de la CIT en juin, a examiné la performance des chaînes d'approvisionnement mondiales en matière de travail décent et déterminé les mesures nécessaires pour garantir que les postes proposés au sein des multinationales sont des emplois décents qui respectent les huit conventions fondamentales de l'OIT, notamment la liberté syndicale et le droit de négociation collective.

Renvoyant au document d'orientation politique de l'ISP sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, approuvé par le Conseil exécutif de l'ISP en mai 2016,

les délégué-e-s de l'ISP ont souligné le rôle crucial des systèmes d'administration et d'inspection du travail au niveau national, de la sécurité foncière, des organismes de santé et sécurité au travail et du pouvoir judiciaire afin de réglementer, contrôler, sanctionner et remédier aux atteintes aux droits de l'homme et du travail de la part de multinationales intervenant sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, qu'il s'agisse du secteur de la fabrication ou des services. Cette discussion et son suivi représentaient pour l'ISP une occasion importante de mettre en évidence le lien entre les conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les services publics, et de plaider en faveur des priorités stratégiques

connexes de l'ISP, à l'image d'un puissant système d'inspection du travail, de la justice fiscale, de politiques responsables en matière de passations de marchés publics et d'une réglementation efficace dans le domaine de la lutte contre la corruption – y compris la protection des dénonciateurs – au niveau de l'OIT et de ses mandants tripartites. Bon nombre de ces questions ont été ajoutées au document final à la demande de l'ISP. La discussion tripartite a résolu de créer un Comité de travail en vue de préparer une réunion d'experts et formuler des propositions spécifiques à l'occasion de la prochaine session du Conseil d'administration du BIT en mars 2017.

tion n° 87 et du mandat du Comité d'experts (CEACR). Malgré tout, des conclusions ont été tirées dans chacun de ces 24 cas mais le droit de grève n'a jamais été mentionné.

Lors de la CIT, l'ISP a également participé activement avec les affiliés aux travaux de la Commission sur l'emploi et le travail décent pour la transition vers la paix et de la Commission sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. La Secrétaire générale de l'ISP s'est exprimée lors de la séance plénière de la CIT le 6 juin. L'ISP a également organisé trois événements parallèles qui incluaient (i) une séance de présentation pour les délégué-e-s de l'ISP, (ii) « La route de la honte » et (iii) un forum sur la justice fiscale organisé conjointement avec l'ITF.

Autres questions liées à l'OIT

En 2016, l'ISP a participé à la Réunion technique tripartite sur l'accès des réfugiés et autres personnes déplacées de force au marché du travail, qui a abouti à l'adoption de Principes directeurs, à la Réunion tripartite d'experts pour élaborer des directives sur le recrutement juste et à la Réunion tripartite d'experts sur la violence contre les femmes et les hommes dans le monde du travail, que le Conseil d'administration du BIT a accepté de faire figurer à l'ordre du jour de la CIT 2018 afin de débattre de l'adoption d'une nouvelle norme internationale du travail.

Missions et campagnes de solidarité de l'ISP

Une mission d'urgence commune ISP-IE-CSA s'est rendue en Équateur le 25 août pour y exprimer sa solidarité à l'égard de l'affilié de l'ISP Unión Nacional de Educadores (UNE), dont le gouvernement avait ordonné la dissolution. Le 29 août, la police a fait une descente dans les locaux de l'UNE, expulsé les travailleurs et pris des dispositions



Le représentant de l'ISP Roland Inacio du syndicat des fonctionnaires du Curaçao (ABVO) lance les festivités en prononçant l'allocution d'ouverture de l'ISP à l'occasion de la Discussion tripartite de l'OIT sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

pour liquider les affaires du syndicat. Le 31 août, l'ISP et la CSA ont sollicité l'intervention urgente de l'OIT. En réponse, le Directeur général a adressé une lettre au Président Rafael Correa, lui rappelant les obligations de l'Équateur en vertu de la Convention n° 87 et sollicitant des informations. Il a rappelé que l'ISP avait déposé une plainte au Comité de la liberté syndicale de l'OIT.

Une autre mission de l'ISP s'est rendue au Guatemala en août afin d'observer sur le terrain les progrès accomplis dans le cadre de la feuille de route définie avec l'OIT. Il s'agit de la troisième du genre, les deux premières ayant été menées en 2013 et 2014. La délégation a ren-

contré des représentants du gouvernement – le Vice-président du Guatemala, le ministre du Travail, la Commission du travail du parlement – et des représentants de la communauté internationale dans le pays, afin de discuter des différents aspects de la feuille de route. Il est rappelé que la nomination d'une Commission d'enquête en vue d'examiner la plainte concernant la non-application par le Guatemala de la Convention n° 87, déposée par les délégué-e-s à la 101ème Conférence internationale du Travail (2002), est actuellement en instance devant le Conseil d'administration du BIT, à l'instar de la décision du tribunal d'arbitrage nommé au titre du mécanisme d'examen



La mission conjointe ISP-ITF soutient la grève générale nationale du KPTU en Corée.

“It has been 30 long months since I was dismissed for advocating for better working conditions and salaries for health workers in Liberia, and for a better Health Care Delivery System for my country.”

George Poe - NAHWAL



#SolidarityLiberia
www.world-psi.org/SolidarityLiberia



prévu au chapitre consacré au travail dans l'accord de libre-échange entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis (CAFTA-DR).

Par ailleurs, une mission conjointe ITF-ISP s'est rendue en Corée au mois de septembre 2016 afin de soutenir la grève générale nationale de KPTU contre l'imposition unilatérale d'une rémunération liée à la performance et d'un système de résiliation des contrats de travail dans la fonction publique, et pour observer la situation délicate en ce qui concerne les libertés civiles et les droits syndicaux. La mission a rendu visite au Président de KCTU, Han Sang-gyum, ainsi qu'au Vice-président de KPTU, Cho Seung-deok, emprisonnés pour cinq et deux ans, respectivement, et elle a rencontré certains des nombreux syndicalistes exposés à des poursuites pénales pour avoir participé au rassemblement du dimanche 15 novembre 2015 contre le gouvernement coréen.

Une mission de l'ISP s'est rendue en Turquie en décembre, où les violations des droits humains et syndicaux se sont considérablement aggravées avec l'escalade du conflit syrien. Les affiliés ont signalé des cas d'assassinats, des cas d'intimidation et des arrestations de syndicalistes dans le sud-est du pays et d'autres agressions similaires ciblant le plus souvent la popula-

tion kurde. En outre, depuis l'échec du coup d'État du 15 juillet, des milliers de fonctionnaires ont été arrêtés et plus de 100 000 ont été sommairement licenciés – dont bon nombre issus de syndicats affiliés à l'ISP. L'ISP et la FSESP ont interpellé le gouvernement à maintes reprises pour protester contre les détentions arbitraires et exiger le respect de l'état de droit.

En septembre, l'ISP a lancé une campagne pour le respect des droits syndicaux au Liberia et la réhabilitation de Joseph Tamba et George Poe Williams, respectivement Président et Secrétaire général du NAHWAL. Ils ont été licenciés en plein cœur de la crise liée au virus Ebola pour avoir revendiqué de meilleures conditions de travail au profit des personnels de santé, qui figurent en première ligne de la lutte contre le virus. Depuis le lancement de la campagne, 6 349 signatures ont été obtenues et non moins de 7 106 lettres de protestation ont été envoyées. Le 12 décembre, Rosa Pavanelli et George Poe Williams ont rencontré M. Yasser Hassan, Conseiller spécial du Directeur général de l'OIT, et Mme Karen Curtis, Directrice adjointe du Département des normes internationales du travail de l'OIT et cheffe du Service de la liberté syndicale, afin de débattre de la situation au Liberia et de la plainte pour violation des droits syndicaux déposée

par le NAHWAL auprès du Comité de la liberté syndicale (appuyée par l'ISP et de nombreux affiliés).

Autres actions

En 2016, l'ISP a mené une campagne fructueuse contre le Projet de norme internationale sur les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail – également connu sous le nom d'ISO 45001 et proposé par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), que les organisations nationales membres de l'ISO ont toutefois rejeté le 12 mai avec une faible majorité. L'ISP fait campagne à la fois contre la norme ISO et contre le protocole d'accord signé avec l'OIT au motif qu'ils impliqueraient la sous-traitance et la privatisation de facto d'une norme sur les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail, qui devrait être élaborée par l'OIT.

Aux Philippines, les affiliés ont mené une campagne pour la ratification de la Convention de l'OIT n° 151, dont les résultats ont été particulièrement encourageants ; la campagne a également permis de rallier un important soutien de la part de différentes instances gouvernementales. Ici, le travail des syndicats eux-mêmes et des partenaires sociaux du secteur public a été fondamental, avec le soutien décisif d'organisations syndicales au Danemark et en Finlande. La rati-

La réunion binationale de l'ISP en Amérique du Nord a eu lieu le 4 mars à Ottawa, dans les locaux de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC). Elle était présidée conjointement par Robyn Benson (AFPC), titulaire canadien, et Candice Owley (American Federation of Teachers-AFT), représentant les États-Unis. Cette rencontre faisait suite aux sessions de la SUBBRAC canadienne et la SUBBRAC américaine, toutes deux tenues le 3 mars.

fication marquera une avancée majeure dans le domaine des relations professionnelles et de la réforme du secteur public dans le pays, ainsi qu'une bonne pratique à suivre.

Des courriers de soutien et de protestation et des messages de solidarité ont été adressés à nombre de pays, y compris (dans l'ordre chronologique) Turquie, Corée, Colombie, Grèce, Algérie, Ukraine, Guinée, Pakistan, Maroc, Honduras, Égypte, Inde, Tunisie, Fidji, Cuba, Botswana, Guatemala, Jordanie, ainsi qu'à l'OIT.

Dans les régions

Au Canada, la défaite du parti conservateur du Premier ministre Stephen Harper aux mains du parti des libéraux lors de la récente élection nationale a levé la menace immédiate qui pesait sur la formule Rand (prélèvement automatique des cotisations syndicales) et sur les droits des travailleurs/euses en général. Cependant, nul ne devra oublier l'expérience accumulée sous Harper et les conservateurs, qui aura permis à la plupart des affiliés de l'ISP au Canada de développer considérablement les activités de sensibilisation des membres.

Aux États-Unis, l'affaire Friedrichs en instance devant la Cour suprême constitue une menace sérieuse à l'exercice des droits syndicaux. Elle remet en question la constitutionnalité du prélèvement automatique des cotisations dans le secteur public et menace la base financière du syndicalisme dans ce même secteur aux États-Unis. Paul Booth de l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME), a fait observer que le récent décès d'Antonin Scalia, juge à la Cour suprême, réduit temporairement cette dernière à huit membres et lui prête un probable lien dans l'affaire Friedrichs. Ce résultat constituerait un « sursis » pour les affiliés de l'ISP puisque

Joseph Tamba, President of the National Health Workers Association of Liberia - NAHWAL.

Arbitrarily dismissed in February 2014 for advocating for adequate wages and hazard pay as well as appropriate training and protective equipment for health workers.

 **#SolidarityLiberia**
www.world-psi.org/SolidarityLiberia



la décision de l'instance inférieure, jugeant ces prélèvements constitutionnels, serait alors retenue mais une affaire similaire pourrait bien refaire surface devant la Cour suprême dans les prochaines années. Le mouvement syndical du secteur public doit tirer pleinement parti de ce sursis afin de déployer d'importants efforts de sensibilisation des membres et réinventer la base financière du mouvement.

En décembre, des femmes dirigeantes, des membres des comités de femmes et des organisations de femmes au Tchad ont organisé des marches de protestation à N'Djaména et dans d'autres régions

du pays. Les femmes ont appelé le gouvernement à cesser toute forme de violations à l'encontre des travailleurs/euses et de la population, y compris l'adoption d'une nouvelle loi limitant la durée des grèves et des détentions de dirigeant-e-s syndicaux/ales et de membres de la société civile.

Face au refus du gouvernement de s'engager dans un dialogue, les travailleurs/euses ont lancé début septembre une grève qui a été suivie dans tout le pays, paralysant l'ensemble de l'administration, les écoles, les universités, les hôpitaux et le secteur financier.

La région Asie-Pacifique a convoqué l'APRECON les 11 et 12 octobre à Fukuoka, au Japon. 226 délégué-e-s, observateurs/trices et visiteurs/euses étaient présent-e-s, représentant 18 pays de la région. La conférence était organisée sur le thème suivant : « Des services publics de qualité pour la sécurité des collectivités » (« Quality Public Services Keep the Community Safe »).

Voici la liste des événements organisés en amont de l'APRECON : Réseau des jeunes travailleurs/euses Asie-Pacifique, Caucus des femmes Asie-Pacifique sur le thème des services publics de qualité (SPQ) pour l'égalité, rassemblement en faveur de l'égalité des genres, Réseau des services de distribution et des autorités locales,

Réseau des services de santé et des services sociaux et caucus infrarégionaux.

L'APRECON a accueilli sept débats interactifs, dont deux sessions inspirantes fondées sur les expériences encourageantes du Japon et les dispositifs de réduction et de gestion des risques de catastrophe ainsi que cinq sessions d'apprentissage et de partage sur les priorités phare de l'ISP, à savoir le financement en faveur du développement des services publics, les solutions alternatives envisagées par les syndicats face aux PPP, la gestion des défis permanents à l'encontre des droits syndicaux, le renforcement des services sociaux et de santé et les nouvelles initiatives en matière d'organisation.

SYNDICALISATION ET CROISSANCE

L'essentiel des activités d'organisation et de croissance en 2016 étaient centrées sur le secteur de la santé et des services. Le potentiel de croissance est élevé, et la privatisation implique de doter les travailleurs/euses d'outils supplémentaires pour se défendre lorsque les entreprises à but lucratif tentent de réduire les salaires et les conditions de travail pour accroître leurs profits.

Des travaux de recherche parrainés par l'ISP au sujet des tendances observées dans le secteur ont révélé la nécessité d'aider les syndicats à organiser les travailleurs/euses dans le secteur privé de la santé et des services sociaux, ce qui représente un véritable défi et nécessite des ressources considérables. Nous travaillons au Brésil et aux Philippines et nous espérons créer des modèles qui pourront être reproduits ailleurs.

Aux Philippines, le syndicat baptisé Alliance of Filipino Workers (AFW) se

concentre sur le Grand Manille, qui compte plusieurs grands groupes hospitaliers sans aucune présence syndicale. Le projet est soutenu par SEIU USA, UNISON Royaume-Uni, Vision Suède, HSU Australie... SEIU met à disposition un organisateur expérimenté nommé parmi les membres de son personnel, qui contribuera à orienter et former le personnel sur une période de 2 à 3 ans. Une évaluation détaillée a été réalisée et l'AFW a été mandatée par ses membres afin de renforcer sa présence et son pouvoir dans le secteur, dans une perspective d'amélioration des normes au profit de tous les travailleurs de la santé.

L'AFW a élaboré un plan de croissance sur cinq ans, dont les principaux éléments sont les suivants :

- Fonds consacré à l'organisation (15 % des recettes totales)
- Comité spécial de surveillance du Conseil exécutif national

- Programme d'éducation / formation en faveur des dirigeant-e-s/militant-e-s
- Programme d'organisation des membres
- Présence dans les médias sociaux pour la sensibilisation
- Norme sectorielle au sein de l'AFW et engagement à assurer l'homogénéité dans les conventions collectives
- Culture suivant le principe « Ensemble pour vaincre » à travers toute l'AFW

Fin 2016, une équipe complète a été formée et déployée et 800 nouveaux membres étaient attendus dans un grand hôpital de Manille début 2017. De même, la Philippine Nurse Association travaille aux côtés de l'AFW et envisage de s'affilier à l'ISP.

Au Brésil, les prestataires de services sociaux et de santé privés sont en pleine expansion. Un projet soutenu par UNISON dans le domaine



Marche de protestation contre la privatisation du secteur de l'eau de Lagos à Ikeja, juillet 2016.

de la santé a permis à l'ISP d'affilier plusieurs syndicats travaillant dans le secteur de la santé et des services sociaux. Nous espérons pouvoir faire de même au Chili, en Argentine et en Colombie. Nous sommes également à la recherche d'activités permettant d'aider les syndicats à développer leur densité.

Le travail de l'ISP sur la migration aide également les syndicats à attirer de nouveaux membres, y compris des travailleurs migrants, en assurant l'information de ces personnes et en leur permettant d'être représentées et d'adhérer à des structures syndicales.

Le premier congrès de la Confédération des travailleurs/euses du secteur législatif des Amériques et Caraïbes (CONTLAC), une organisation rattachée à l'ISP, a eu lieu en novembre.

La CONTLAC fédère autour des principes de solidarité et de défense des travailleurs/euses du secteur législatif en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les statuts ont été approuvés et les instances dirigeantes de la Confédération ont été élues.

EAU

Bien qu'employant peu de travailleurs/euses, le secteur de l'eau et de l'assainissement conserve une forte présence, à la fois au sein de l'ISP et dans la communauté du développement, notamment en raison de la nature unique et irremplaçable de l'eau et des luttes féroces pour s'opposer aux approches axées sur le marché, en particulier la marchandisation et la privatisation.

L'ISP continue d'aider les affiliés à lutter contre les privatisations et les PPP dans le secteur et à militer auprès des institutions régionales et mondiales. Nous assistons à de nombreuses privatisations sous les gouvernements de droite, notamment au Brésil avec le gouverne-

ment non élu de Temer – qui utilise le pouvoir de l'État pour confier le secteur aux entreprises privées. Il en est de même lorsque les gouvernements dépendent des fonds des banques de développement, comme c'est aujourd'hui le cas de Lagos au Nigeria, entre autres exemples. La capacité de faire reculer ces politiques reste forte : des campagnes coordonnées axées sur des syndicats puissants associés à des groupes communautaires et des ONG actifs.

Parmi les outils permettant de lutter contre les entreprises privées qui veulent faire main basse sur les entreprises publiques :

- Des recherches empiriques approfondies qui mettent en lumière les problèmes liés aux PPP
- Des partenaires fiables au sein de la coalition internationale qui collaborent avec l'ISP et les sections locales aux côtés des syndicats affiliés
- La tendance croissante aux remunicipalisations
- Les options de partenariat public-public pour développer les capacités des services collectifs

Les syndicats doivent saisir ces opportunités, d'une part pour bloquer les entreprises privées qui veulent s'emparer des entreprises publiques, mais principalement pour renforcer les services collectifs, le personnel et les syndicats qui fournissent ces services aux collectivités. Les services collectifs doivent donner un large écho à leurs succès afin que les membres des collectivités soient fiers de la qualité des services (et évitent une nouvelle marchandisation, y compris de l'industrie de l'eau en bouteille).

Aperçu régional

Pour commémorer la Journée mondiale de l'eau des Nations Unies, le Syndicat des employés des pré-

fectures et municipalités du Japon (JICHIRO) et le Syndicat des travailleurs de l'approvisionnement en eau du Japon (ZENSUIDO) ont conçu conjointement leur affiche originale, célébrant la Journée mondiale de l'eau des Nations Unies, et l'ont diffusée dans l'ensemble du pays. Le 18 février, ils ont adressé une pétition au gouvernement et aux partis politiques en faveur de la mise en œuvre de la loi fondamentale sur le cycle de l'eau qui a été promulguée en 2014 après une campagne active.

Par ailleurs, le 22 mars, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, des centaines de travailleurs/euses du secteur de l'eau se sont également réunis à Buenos Aires en Argentine pour défendre les ressources en eau, promouvoir l'accès à l'eau en tant que droit universel fondamental et souligner l'importance des services publics. Cette commémoration a été organisée par la Confédération des travailleurs et travailleuses du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement des Amériques (CONTAGUAS) et le syndicat des services de l'eau et de l'assainissement du Grand Buenos Aires (SGBATOS), avec la participation de la Secrétaire générale de l'ISP qui a souligné l'importance de l'eau pour l'évolution des femmes. Un manifeste, également signé par l'ISP, a été diffusé.

Les syndicats et les organisations de la société civile au Pérou ont défilé en février, sous le mot d'ordre « L'eau c'est la vie et elle n'est pas à vendre », contre le risque de privatisation de Sedapal (le service de l'eau potable et de l'assainissement de Lima) par le gouvernement national d'Ollanta Humala. La Fédération nationale des travailleurs du secteur de l'eau potable et de l'assainissement du Pérou (FENTAP), affiliée de l'ISP, était l'un des organisateurs de la manifestation.

L'ISP et ses affiliés des secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement en Colombie ont participé à la VIème réunion nationale des aqueducs communautaires de Colombie, à Medellin en septembre.

Plus de 300 personnes provenant de différentes villes colombiennes se sont réunies pour réfléchir à une proposition de loi sur les aqueducs communautaires qui permettra de renforcer et de reconnaître la valeur de la gestion communautaire de l'eau et de l'assainissement.

ENERGIE

L'ISP participe à deux coalitions syndicales qui travaillent sur les défis majeurs dans le secteur énergétique :

Les Syndicats pour la démocratie énergétique (TUED) s'efforcent d'avancer sur la voie de la démocratie et de la maîtrise énergétique de manière à valoriser les solutions à la crise du climat, à la pauvreté énergétique, à la détérioration des terres et de la situation des personnes et répondre aux attaques sur les droits et les protections dont bénéficient les travailleurs/euses. Ils produisent des études, organisent des formations, mènent des activités de plaidoyer et réunissent les syndicats pour débattre des politiques. Ce réseau est très utile et tous les syndicats du secteur de l'énergie tireraient profit d'une participation.

Droit à l'Énergie (DAE) est une ONG dirigée par des syndicats du secteur énergétique en France et au Québec qui cherche à influencer les Nations Unies afin d'instaurer le droit à l'énergie. La coalition du DAE cherche également à construire des ponts, notamment en Afrique et en Amérique latine, afin que les syndicats puissent aider leurs homologues à faire progresser non seulement le droit à l'énergie, mais aussi à renforcer les syndicats du secteur



L'ISP a convoqué la deuxième réunion du Réseau syndical régional d'Amérique latine (ENEL) à Buenos Aires, Argentine, avec la participation de représentant-e-s syndicaux/ales en provenance d'Argentine, du Panama, du Pérou et du Brésil, et des invité-e-s représentant le Chili.

énergétique. DAE connaît une nouvelle jeunesse et doit améliorer sa visibilité dans les prochains mois/années.

La privatisation des services énergétiques se poursuit, malgré les nombreuses preuves d'échec : tarifs plus élevés ; fuite des capitaux ; manque d'investissements ; corruption ; arrangements contractuels juridiques complexes ; réduction du nombre de salariés permanents, externalisation croissante et obstruction aux politiques de réduction des émissions de carbone.

Le défaut d'accès à des services énergétiques modernes continue de frapper durement de nombreux pays, causant des souffrances évitables, notamment pour les femmes et les jeunes filles (en raison de leurs responsabilités familiales).

Les politiques climatiques imposent que la priorité soit donnée à la production d'énergie propre, souvent au détriment d'une main d'œuvre hautement syndiquée dans les centrales électriques à forte intensité de carbone (en particulier les centrales au charbon) qui sont fréquemment destinées à être fermées. Les propriétaires d'usines peuvent habituellement faire appel à des financements publics pour

compenser leurs « actifs bloqués » – grandes infrastructures destinées à être fermées. Le plus souvent, les travailleurs/euses ne bénéficient pas des mêmes avantages que les propriétaires d'usines et assistent à l'anéantissement de leur potentiel professionnel et de leurs revenus. Les politiques de « transition juste » ont pour ambition de protéger les travailleurs/euses et nécessitent des actions fortes de la part des syndicats et des gouvernements.

L'électricité produite par l'énergie solaire et éolienne est de plus en plus répandue. Néanmoins, la plupart des nouvelles capacités existent déjà et sont gérées par le secteur privé, souvent grâce à d'importantes subventions publiques et sans présence syndicale, principalement parce qu'il s'agit de petites installations qui nécessitent peu de maintenance et sont éloignées les unes des autres. Une autre solution consiste à préconiser des investissements renouvelables par les services collectifs.

ENTREPRISES MULTINATIONALES

Les affiliés de l'ISP du secteur de l'électricité en Amérique latine se penchent sur les droits des travail-



Les premiers/ères intervenant-e-s après le tremblement de terre du mois d'avril en Équateur.

leurs et leurs conditions de travail chez ENEL

En avril, l'ISP a convoqué les affiliés latino-américains du secteur de l'électricité comptant des membres chez ENEL à l'occasion de la deuxième réunion du Réseau syndical régional d'ENEL en Amérique latine. Les représentant-e-s de l'ISP en provenance d'Argentine, du Panama, du Pérou et du Brésil, ainsi que les syndicats chiliens invités se sont réunis à Buenos Aires, Argentine, afin de faire le point sur la mise en œuvre de l'ACI sur le terrain et sur la situation des droits du travail et établir un comparatif des droits, des conditions de travail et des conventions collectives entre les filiales de la société sur le continent. Les représentant-e-s de l'ISP sont convenus que l'APSEE (Argentine) représenterait le personnel latino-américain d'ENEL au sein du Comité d'entreprise mondial (CEM) d'ENEL et ils ont créé un groupe de communication afin d'échanger des informations sur une base continue. Il reste encore beaucoup à faire pour garantir le respect des principes approuvés au travers de l'ACI dans toutes les opérations menées par le groupe en Amérique latine. L'activité était organisée en coopération avec IndustriAll Global Union, cosignataire de l'ACI avec ENEL, aux côtés de leur

affilié colombien au sein de la multinationale.

SITUATIONS D'URGENCES

Les personnels des services d'intervention d'urgence sont appelés à payer de leur personne, et parfois même au péril de leur vie, pour préserver la vie et les biens des personnes exposées. On leur demande souvent d'agir alors même qu'ils ne disposent ni des outils, ni de la formation appropriés, et s'exposent ainsi à des situations à risque qui pourraient pourtant être évitées.

La région Asie-Pacifique est particulièrement exposée aux événements climatiques extrêmes, en partie en raison du changement climatique. La Conférence régionale Asie-Pacifique de l'ISP (APRECON) a souligné l'excellent travail accompli par les syndicats pour protéger nos membres et leurs communautés. Le Président de JICHIRO, Kawamoto-san, a évoqué l'importance d'un système intégré permettant à tous les échelons du gouvernement de planifier, préparer et intervenir, de manière coordonnée. La capacité d'anticipation comprend la constitution de stocks de secours d'urgence ; la mise en place de voies d'évacuation et d'abris, l'intégration

des systèmes de communication, et la préparation du déploiement des premiers/ères intervenant-e-s et travailleurs/euses de première ligne. Les syndicats veillent à ce que le déploiement du personnel à travers tout le pays respecte les droits des travailleurs et leur sécurité. Le syndicat examine les plans de préparation des autorités publiques locales et coordonne la formation et la préparation des travailleurs/euses. JICHIRO nous avertit des dangers lorsque la reconstruction va dans l'intérêt des grandes sociétés, en occultant les citoyens/nes.

La Présidente de PSLINK Annie Geron décrit le programme détaillé afin de faire mieux connaître ces travailleurs/euses de l'urgence, y compris auprès des pouvoirs publics locaux. Les supports de formation aident les syndicats et les premiers/ères intervenant-e-s à évaluer, anticiper et se préparer. Les administrateurs/trices municipaux/ales et les élu-e-s sont impliqués afin d'intégrer ces activités dans les plans de gestion urbaine. Les Philippines, qui se situent directement sur la trajectoire de systèmes de tempête toujours plus violents, restent l'un des pays les plus vulnérables.

Maria Castaneda, secrétaire-trésorière du 1199SEIU United Health Care Workers East aux États-Unis, a indiqué que le changement climatique était à l'origine de tempêtes et d'incendies de plus en plus fréquents et violents, et contribuait à la propagation des épidémies et pandémies. Maria a également mis en évidence les ravages des catastrophes d'origine humaine, notamment les conflits internes et les guerres. L'une des conséquences réside dans l'augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées internes, qui met au défi les services d'intervention d'urgence et d'autres systèmes publics. Elle a également évoqué les conséquences désastreuses de



Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale, se joint aux Présidents de la France et de l'Afrique du Sud à l'occasion de la Commission de haut niveau des Nations Unies sur l'Emploi en Santé et la Croissance économique (ComHEEG), à New York, en septembre dernier.

l'austérité budgétaire et son impact sur les premiers/ères intervenant-e-s et travailleurs/euses de première ligne, notamment l'externalisation de l'emploi, les pénuries de personnel, le nombre d'heures relativement peu élevé de formation, le manque d'outils adéquats, etc. Pour Maria, le plus important dans la préparation face aux urgences est de pouvoir s'appuyer sur un syndicat fort capable à la fois de protéger ses membres et de travailler de concert avec la direction pour améliorer l'état de préparation ; assurer la sécurité du personnel et re-

connaître et accroître les niveaux de compétence ; limiter la dépendance vis-à-vis du bénévolat, et empêcher que le secteur privé n'en tire profit durant les phases d'intervention et de reconstruction.

L'action de l'ISP en Équateur au lendemain du séisme d'avril a montré la fragilité des collectivités lorsque les gestionnaires municipaux n'ont pas les moyens de se préparer et d'anticiper, et quand la majorité des travailleurs/euses de première ligne ne sont pas syndiqués et que les syndicats de la fonction publique sont globalement occultés. Le pro-

jet aide les syndicats à travailler plus étroitement avec les gestionnaires publics afin de mieux anticiper et reconstruire.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Cette année, l'ISP a déployé d'importants efforts afin que la priorité soit accordée aux soins de santé publique et à l'emploi dans le domaine de la santé. La Secrétaire générale de l'ISP, Rosa Pavanelli, a siégé à la Commission de haut niveau sur l'emploi en santé et la croissance économique



Participant-e-s au Groupe de travail sur les services sociaux et de santé de l'ISP qui s'est tenu à Genève en décembre.

qui a réglé le débat controversé sur l'emploi en santé en tant que coût ou investissement, soutenant l'effet multiplicateur des bénéfices économiques de l'investissement dans le secteur de la santé.

Grâce à l'implication de l'ISP au sein de la Commission, nous avons pu veiller à écarter toute considération des PPP en tant que (soi-disant) véritable moyen de financement de la santé. Le Plan quinquennal de mise en œuvre pour l'emploi en santé et la croissance économique, lancé consécutivement en décembre, a lui aussi bénéficié de contributions de la part de l'ISP. Nous figurions également parmi les 26 gouvernements et acteurs non étatiques à s'être officiellement engagés en faveur de la réalisation du Plan.

Réalisant qu'au-delà de l'impact positif de l'investissement en santé sur la croissance économique, la santé est un droit humain fondamental, l'ISP a lancé une campagne en faveur de ce droit lors de la réunion de son Groupe de travail sur les services sociaux et de santé (HSSTF) en décembre, s'appuyant sur la plateforme A Better Future with Public Health for All.

La réunion du HSSTF a marqué l'aboutissement des efforts visant à renforcer la mise en réseau des affiliés dans le secteur, qui s'est poursuivie activement en 2016. Les réseaux Asie-Pacifique et Interamériques ont été constitués en octobre et en novembre, respectivement, et le WAHSUN, le Réseau des syndicats de la santé d'Afrique de l'Ouest, a bénéficié d'une réorganisation lors de son deuxième congrès biennal en avril. Également, les relations avec le Comité permanent de la FSESP sur les services sociaux et de santé, qui s'appuie sur l'initiative de l'ISP sur une dotation en personnel efficace et sûre dans le domaine de la santé (Safe and Effective Staffing for Health, SESH), se sont vues renforcées.

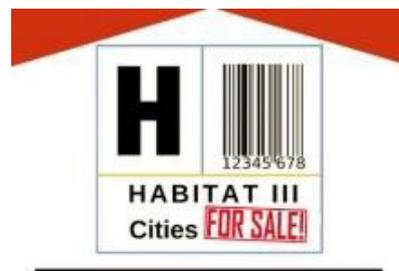


L'ISP a organisé une réunion de haut niveau sur le thème « Financer et investir dans les services publics urbains : la clé pour des villes inclusives » lors du Comité préparatoire 3 de Habitat III, à Surabaya en Indonésie, avec la participation d'une forte délégation de l'ISP représentant la région A-P.

Le renforcement des alliances avec les OSC a pris un nouvel essor. Des relations ont été nouées avec le Mouvement populaire pour la santé (People's Health Movement, PHM), le Réseau Medicus Mundi International (MMI) et le Geneva Global Health Hub (G2H2).

L'ISP a été invitée à se joindre à la séance du Groupe de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) chargé de l'élaboration des lignes directrices (en anglais Guideline Development Group, soit GDG) sur la question des agents de santé communautaire (ASC) en octobre. Le compte-rendu des travaux du groupe contribuera grandement à systématiser les conditions d'emploi des agents de santé communautaire.

La stratégie de Réponse à l'Ebola de l'ISP s'est poursuivie avec la tenue d'une conférence en octobre qui a souligné l'importance cruciale des liens existant entre des systèmes de santé fragiles et insuffisamment financés et un déficit de dialogue social dans le secteur, et une mauvaise préparation aux situations de crise. La conférence a également mis en avant la campagne pour la réhabilitation de nos collègues libériens



licenciés en 2014 pour avoir représenté les intérêts de leurs membres.

L'ISP a également fait campagne contre la violence au travail et elle a dénoncé sans relâche, au cours de l'année, les attaques à l'encontre des agents de santé à travers le monde.

L'ISP a contribué à l'organisation du secteur de la santé au Brésil et aux Philippines, aux côtés de l'Union Internationale des Employés des Services (Service Employees International Union, SEIU), en vue de soutenir les affiliés face aux privatisations croissantes et à la nécessité d'organiser les travailleurs/euses des secteurs public et privé du système de santé publique. La conduite d'une analyse détaillée au sujet de la menace de privatisation organisée à l'échelle mondiale devrait permettre de tester, à travers les projets ainsi menés au Brésil et aux Philippines, des méthodes d'organisation po-

tentiellement applicables dans d'autres régions en développement, y compris l'Afrique.

ADMINISTRATION LOCALE ET REGIONALE (ALR) / SECTEUR MUNICIPAL

L'ISP, chef de file des actions de plaidoyer en faveur des travailleurs/euses dans le contexte du processus Habitat III

Habitat III (HIII), la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, a eu lieu en octobre à Quito, Équateur, aboutissant à la publication du Nouvel agenda urbain (NAU), qui constitue les nouvelles orientations en matière de développement de politique urbaine. Depuis 2015, la Secrétaire générale de l'ISP Rosa Pavanelli a été nommée vice-présidente du Groupe des syndicats et des travailleurs au sein de l'Assemblée Générale des Partenaires (AGP) de HIII et le Conseil des Global Unions l'a mandatée – de concert avec l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) – afin de diriger les actions de plaidoyer en faveur des travailleurs/euses au niveau de ce forum onusien. En mai, le Conseil exécutif de l'ISP a adopté la position de l'ISP sur Habitat III, intitulée « Dix points clés pour des villes équitables et pour un nouvel agenda urbain inclusif », sur laquelle s'est appuyée l'action de plaidoyer de l'ISP au niveau de HIII. L'ISP a réussi à inclure des sections essentielles sur le travail décent, la justice fiscale, l'accès universel aux services publics, les clauses relatives au travail et à l'environnement dans les marchés publics, les partenariats public-public et la coopération inter-municipale dans cette prise de position de l'AGP sur les « Partenariats pour le nouvel agenda urbain » de HIII. Emmenée par la Secrétaire générale de l'ISP, une délégation représentant les affiliés de l'ISP du



L'ISP a organisé la Table ronde des syndicats et des travailleurs/euses, dans le cadre de la Conférence officielle d'Habitat III, qui s'est déroulée en octobre dernier à Quito en Équateur.

secteur des administrations locales et régionales /municipales de la région Asie-Pacifique a participé à la troisième réunion du Comité préparatoire (PrepCom3) de Habitat III qui s'est tenue en juillet à Surabaya, en Indonésie.

Une délégation mondiale de l'ISP composée de représentant-e-s syndicaux/ales du secteur des administrations locales et régionales /municipales de l'Équateur, de la Jamaïque, du Mexique, du Népal, ainsi que du personnel du siège de l'ISP et des expert-e-s de la PSIRU, a joué un rôle actif à l'occasion de la conférence Habitat III à Quito (Équateur). La délégation est intervenue à l'occasion de cinq événements de haut niveau organisés par ONU-Habitat, l'OIT, Action Aid, la GWOPA et Comunitas, sur les questions de l'emploi et des moyens d'existence en milieu urbain, des PPP en matière d'infrastructure urbaine, de la gouvernance urbaine dans l'agenda post-HIII, des services publics et des espaces sensibles à la dimension de genre dans les villes.

L'ISP est également l'instigatrice de l'événement « Des villes pour les habitant-e-s, pas pour le profit » dans le cadre du contre-forum de HIII organisé par les groupes de la société civile et des affiliés équatoriens (« Resistencia a HIII »), en collabora-

tion avec l'Alliance Internationale des Habitants. L'ISP s'est exprimée officiellement au nom du Groupe des syndicats et des travailleurs/euses lors de la séance plénière tenue à l'occasion de la Conférence Habitat III. Grâce à l'ISP, le travail décent a été mentionné de façon claire et cohérente au titre des engagements de transformation du NAU, de même qu'un engagement en faveur de la transition des travailleurs/euses de l'économie informelle vers l'économie formelle et la coopération intercommunale dans la prestation de services urbains essentiels. Les interventions officielles et les efforts de plaidoyer de l'ISP ont permis une nette diminution des références aux PPP.

Congrès de CGLU – La délégation de l'ISP représentant le secteur des administrations locales et régionales/municipales exprime les difficultés rencontrées par les syndicats de la fonction publique

Dans le cadre de la poursuite du dialogue et de l'effort de renforcement de la coopération avec Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), une délégation de l'ISP représentant les syndicats du secteur des administrations locales et régionales / municipales de la Colombie, aux côtés de représentant-e-s du bureau régional et du siège de l'ISP, s'est



fait l'écho des questions touchant les employé-e-s de la fonction publique à l'occasion du cinquième Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux, le Congrès du réseau mondial de CGLU organisé en octobre à Bogotá, Colombie. Les délégué-e-s de l'ISP ont contribué à divers événements publics organisés par la Commission inclusion sociale, démocratie participative et droits humains de CGLU (CISDP) ; par l'OIT sur les « Villes inclusives » ; et par l'OCDE sur le thème « Financer le Nouvel Agenda Urbain », où ils/elles ont mis en lumière la nécessité de garantir des conditions de travail décentes pour les employé-e-s des administrations locales et régionales /municipales et la justice fiscale pour les collectivités locales.

Les syndicats du secteur des administrations locales et régionales /municipales lancent un Réseau mondial

La Conférence du Réseau mondial des employé-e-s des ALR/municipalités a eu lieu à Bruxelles en septembre 2016. Les représentant-e-s syndicaux/ales ont examiné le rapport de la PSIRU intitulé « Aperçu des grandes tendances mondiales affectant les administrations locales et régionales » et identifié les défis prioritaires communs exigeant une action commune ; ils/elles ont lancé le Réseau mondial des employé-e-s

des ALR/municipalités et sa Charte, offrant aux affiliés de ces secteurs un cadre géré par les membres permettant aux affiliés de mener des initiatives spécifiques et des coalitions axées sur les objectifs fixés, en application de la Résolution n° 34 du Congrès de 2012 de l'ISP. L'ISP a lancé le groupe de discussion fermé de l'ISP sur Facebook, dédié au Réseau des employé-e-s des ALR/municipalités, et réservé aux seuls affiliés de l'ISP. Les membres ont interrogé des dirigeant-e-s syndicaux/ales et des expert-e-s des administrations locales et régionales et ainsi produit 18 entretiens filmés de courte durée dans le cadre de la série « Les employé-e-s des ALR/municipalités prennent la parole »,



Plus de 60 représentant-e-s de syndicats affiliés à l'ISP du secteur municipal/ALR issu-e-s de 30 pays réunis à Bruxelles, en Belgique, en septembre pour le lancement du Réseau mondial des employé-e-s des ALR/municipalités de l'ISP.

publiés sur le site web de l'ISP et sur les médias sociaux.

Travaux de recherche de l'ISP dans le domaine des administrations locales et régionales/municipales : justice fiscale et villes inclusives

En 2016, le poste de stagiaire en recherche dans le domaine de l'administration locale et régionale/municipale a été confié à Jerik Cruz, étudiant philippin poursuivant un cursus de master en études du développement auprès de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève (Suisse). Le stage de recherche a abouti à un document de travail et un mémoire sur le thème « Contrats fiscaux et services publics locaux : créer des liens entre justice fiscale et villes inclusives, pour le Nouvel agenda urbain ».

Activités des Réseaux régionaux des employé-e-s des ALR/municipalités

- Réseau africain des employé-e-s des ALR/municipalités (AMALGUN) : la réunion du réseau a eu lieu à Maurice en octobre, organisée par le syndicat Local Authorities Employees Union (LAEU). Elle réunissait les syndicats du secteur des ALR/muni-

cipalités du Nigeria, du Kenya et d'Afrique du Sud, qui se sont engagés à mener des activités de campagne conjointes en faveur des droits syndicaux, de la justice fiscale et de la remunicipalisation dans la région.

- Confédération des travailleurs/euses municipaux/ales de la région Interamériques de l'ISP (CONTRAM-ISP) : le Conseil exécutif de la CONTRAM-ISP tenu en mai à Bogotá (Colombie) a élu Paula Leite, représentant l'affilié brésilien FETAM-SP/CONFETAM, à la fonction de nouvelle présidente et adopté un plan de travail conjoint pour la région.
- Asie-Pacifique : une réunion stratégique du secteur Administration locale et régionale / Municipalités était organisée au mois de juillet, en marge de la participation de l'ISP au troisième Comité préparatoire (PrepCom3) de Habitat III à Surabaya, Indonésie. Des représentant-e-s des syndicats du secteur des municipalités / ALR de la région Asie-Pacifique en provenance d'Australie, du Bangladesh, d'Inde, d'Indonésie, de Corée, du Japon, de Nouvelle-Zélande et des Philippines ont collaboré afin d'identifier les priorités et défis communs pour la région et se sont associés à la Secrétaire générale de l'ISP dans



**CHECKMATE TO CORRUPTION:
MAKING THE CASE FOR
A WIDE-RANGING INITIATIVE ON
WHISTLEBLOWER PROTECTION**



le cadre des efforts de plaidoyer déployés en lien avec Habitat III.

ADMINISTRATION NATIONALE

Les agents de l'administration nationale et de la fonction publique jouent un rôle décisif en matière de bonne gouvernance et de services publics de qualité. L'ISP soutient la création et l'expansion des réseaux d'agents de l'administration nationale afin d'échanger des expériences et de promouvoir des politiques en faveur des services publics de qualité et de la lutte contre la corruption.

Réseaux de l'ISP dédiés aux agents de l'administration nationale

Le groupe de coordination du Réseau latino-américain de syndicats de travailleurs/euses du gouvernement central communique régulièrement et se réunit deux fois par an pour planifier ses activités. Les affiliés latino-américains centrent leurs activités sur les droits syndicaux, le commerce, la justice fiscale et la lutte contre la corruption. À sa septième réunion convoquée au Mexique en août, il a été demandé d'étendre le réseau à l'Amérique du Nord et aux Caraïbes, de nommer un secrétaire exécutif, et d'approuver un accord de coopération avec l'Universidad 3 de Febrero (Argentine) pour la mise en œuvre d'un diplôme d'apprentissage à distance sur la gestion des administrations publiques.

Le Réseau africain des syndicats des services publics et civils s'est déjà réuni à trois reprises depuis sa création, au Nigeria, au Ghana et au Kenya. Les réunions suivantes ont été reportées en raison de l'épidémie d'Ebola et d'autres crises touchant les pays africains. Les réseaux africains se concentrent sur la formation aux activités de lutte contre la corruption, la ratification et la mise en œuvre des conventions

de l'OIT, le revenu et les conditions de travail, les systèmes de sécurité sociale, la densité syndicale, la composition du paysage syndical et la situation financière des syndicats.

De plus, l'ISP participe deux fois par an aux réunions du Comité permanent de la FSESP sur l'administration nationale et européenne (Comité NEA).

Campagne de l'ISP contre la corruption

La lutte menée par l'ISP contre la corruption a débuté lors de son congrès mondial en novembre 2012. Depuis, l'ISP a associé sa campagne anti-corruption à l'action de lutte pour la justice fiscale mondiale – l'accent étant mis sur la contestation des paradis fiscaux et les accords secrets conclus entre les gouvernements et les multinationales, venant siphonner des milliards en impôts des caisses des États – et à la nécessité de protéger les lanceurs d'alerte. L'ISP a fait valoir que l'engagement d'une lutte sérieuse contre la corruption permettrait de remédier à l'austérité écrasante et aux coupes dans les dépenses publiques.

Un nouveau rapport de l'ISP intitulé « Echec et mat pour la corruption : Arguments en faveur d'une protection étendue des lanceurs d'alerte », a été publié le 9 décembre à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption. Le rapport met en lumière les questions entourant la dénonciation et offre les arguments, les preuves et les exemples démontrant qu'une législation rigoureuse en matière de protection des lanceurs d'alerte avec un soutien explicite apporté par les syndicats est un outil majeur dans la lutte contre la corruption. Le rapport appelle également à établir un solide cadre de protection des lanceurs d'alerte afin de protéger les travailleurs/euses œuvrant contre la corruption.



Les membres du comité de coordination de l'ESCW se sont rencontrés à Londres en décembre.

L'ISP a également travaillé avec succès à l'inclusion d'une référence à la protection des dénonciateurs et au besoin de lutter contre la corruption dans les conclusions de plusieurs réunions tripartites de l'OIT en 2016. Cette référence a également été ajoutée à la recommandation n° 71 de l'OIT sur l'emploi (transition de la guerre à la paix) qui a été révisée, aux Principes directeurs de l'OIT sur le recrutement équitable et à la réponse de l'OIT face à la crise des réfugiés. La lutte contre la corruption est aussi fermement ancrée dans le Programme de développement à l'horizon 2030.

La protection des lanceurs d'alerte prend de l'ampleur au sein du mouvement syndical – outre plusieurs initiatives nationales, les syndicats européens sont à la tête d'une campagne soutenue par la FSESP et l'ISP. De plus, depuis 2009, l'ISP soutient l'Unión Internacional de Trabajadores de Organismos de Control (UITOC) et sa campagne en faveur d'une norme de l'OIT.

Autres activités

L'ISP a participé en 2016 à la réunion du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE sur l'intégrité publique, permettant ainsi de faire entendre la voix des travailleurs/euses du secteur public.

L'ISP s'intéresse à la numérisation de l'administration publique et son impact sur l'emploi dans l'administration nationale. Elle s'est ensuite lancée dans des recherches et s'est mise en quête de renseignements auprès de ses affiliés afin d'évaluer son ampleur et son incidence sur les travailleurs/euses et le grand public.

RESEAU DES PERSONNELS AUXILIAIRES DU SECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE (ESCW)

Ce réseau est le résultat concret de la résolution n° 33 présentée par l'AFT et adoptée à l'occasion du dernier Congrès mondial de l'ISP à Durban. Lors de la réunion fondatrice du réseau des personnels auxiliaires du secteur de l'éducation et de la culture (ESCW) à Buenos Aires en novembre 2014, les participants ont commencé à débattre de la conduite d'une enquête de l'ISP pour le réseau ESCW, à partager leurs expériences et à préparer un plan stratégique en vue de relever les nouveaux défis posés. Le Comité de coordination du Réseau s'est réuni en mai 2015 à Genève. Il a nommé Ruby Newbold (AFT) en tant que président et Marcelo di Stefano (APUBA et CONTUA) en tant que vice-président.

Le Comité de coordination du Réseau des personnels auxiliaires du secteur de l'éducation et de la culture (ESCWN) s'est réuni en décembre. Il a présenté une liste d'action en 14 points en faveur du réseau. La réunion a établi un groupe de rédaction chargé de préparer une contribution au Programme d'action (POA) ainsi qu'un document politique destiné à fournir aux membres des conseils en matière de communications externes touchant les personnels auxiliaires du secteur de l'éducation et de la culture, en particulier la privatisation des écoles et des organismes culturels. Ces documents devraient renvoyer à l'Organisation des Nations Unies (les ODD, en particulier l'ODD n° 4), à l'OIT et à l'UNESCO.

L'ISP était représentée lors de la réunion sur la Privatisation dans le secteur éducatif, tenue à Nairobi, au Kenya, en septembre. Les gouvernements de l'Ouganda et du Kenya ont ordonné la fermeture des établissements privés « low cost » gérés par Bridge International Academy, une multinationale du secteur éducatif. L'ISP a publié sur son site internet un rapport de recherche intitulé « Services auxiliaires de l'éducation et penchant de la Banque mondiale pour la privatisation », critiquant la politique de la Banque mondiale

sur la privatisation de l'éducation et mettant au jour le manque d'impartialité et de précision des rapports portant sur la question. La prochaine édition du bulletin d'information du Réseau ESCW paraîtra sous peu. Une édition spéciale sera publiée sur le thème de la violence au travail.

Le Comité de coordination du Réseau ESCW a provisoirement approuvé la contribution au POA.

Éducation, culture et médias

Le secteur de l'éducation, de la culture et des médias a été créé par le Congrès de 2012 dans le but d'organiser, de protéger et de soutenir les travailleurs/euses concernés. En 2014, le Réseau des personnels auxiliaires du secteur de l'éducation et de la culture (ESCWN ou le « Réseau ») a été lancé pour promouvoir la reconnaissance externe des services de soutien scolaire, lutter contre la privatisation et collaborer avec l'Internationale de l'Éducation (IE) pour lutter conjointement contre la privatisation et promouvoir l'éducation publique universelle en tant que droit de l'homme.

Le Réseau entreprend de relever les défis énoncés au titre de l'objectif de développement durable n° 4 des Nations Unies et propose à cette fin la définition d'un programme syndical s'appuyant sur les échanges et les débats initiés par les syndicats au niveau des organisations intergouvernementales internationales. Dès lors, il s'apprête à interagir avec la communauté d'affiliés de l'ISP et l'ensemble des secteurs dans une perspective de réalisation des objectifs en matière de travail décent, de respect des droits syndicaux et de prestation de services publics de qualité pour toutes et tous.

Le Réseau proposera à l'OIT et à l'UNESCO, en collaboration avec d'autres organisations syndicales, des normes et règles complémentaires aux conventions pertinentes

de l'OIT (concernant les personnels auxiliaires du secteur de l'éducation et de la culture).

Le Réseau propose de mener une campagne contre la privatisation et la sous-traitance, et d'autres formes de transfert de la prestation de services culturels et éducatifs vers le secteur privé. Pour atteindre cet objectif, le Réseau travaillera en étroite collaboration avec le Secteur municipal de l'ISP et la société civile au sens large. À cette fin, le Réseau reconnaît l'importance de la résolution adoptée récemment par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, exhortant les nations à réglementer les fournisseurs de services éducatifs et à investir dans l'éducation publique afin de pallier les effets négatifs de la commercialisation de l'éducation, et il ouvre des perspectives de travail futur.

Le Réseau cherche à tirer parti de l'expérience des affiliés qui le composent en vue d'élaborer et mettre en œuvre une campagne contre la violence et l'intimidation dans les écoles.

Le Réseau propose d'améliorer ses actions de solidarité et de mise en garde afin de renforcer et défendre les affiliés de l'ISP, en particulier dans les secteurs éducatif et culturel.

Le Réseau comprend que sa réussite stratégique repose sur une meilleure analyse du travail et des activités menées par les institutions financières internationales, l'OCDE et d'autres organisations intergouvernementales exerçant une influence sur les politiques éducatives et culturelles aux niveaux mondial et national.

En collaboration avec l'ISP, le Réseau travaillera à établir et à consolider les alliances avec la société civile, les organisations syndicales et le mouvement étudiant, dans l'optique de créer un cadre commun pour la défense du droit à une éducation pu-

blique et à la culture au travers de services publics de qualité.

Pour ce faire, le Réseau s'efforcera d'organiser et d'affilier des organisations représentant des fonctionnaires du secteur culturel et des employé-e-s de bibliothèque, et d'élaborer des supports spécifiques à destination des médias au cours des années à venir.

COMMUNICATION

En 2016, la période de transition de deux ans au sein de l'équipe chargée de la communication à l'ISP a finalement été consolidée.

Au siège, un nouveau responsable de la communication a pris ses fonctions, ainsi qu'un collaborateur ; et, tandis que l'un de nos membres a été transféré auprès du service dédié aux campagnes, un nouveau poste pour un assistant vidéo a été créé. Concernant les régions, l'ISP compte maintenant deux coordinateurs de la communication (l'un pour l'Inter-Amériques et l'autre pour l'Asie-Pacifique) – un poste sera bientôt pourvu dans la région Afrique & pays arabes.

En un an, les activités de l'ISP sur les réseaux sociaux se sont considérablement développées. La principale page Facebook de l'ISP est passée de 4 000 à 7 000 abonnés. Nous avons téléchargé près de 100 vidéos sur YouTube et comptons 3 500 abonnés sur Twitter. Nous avons publié près de 300 nouveaux reportages, en langue anglaise, sur notre site Internet (sans compter ceux publiés en espagnol, en français et en portugais).

Les membres de l'équipe de communication se sont rendus à Bruxelles (Belgique), New York (États-Unis), Madrid (Espagne), Casablanca (Maroc), Ankara (Turquie), Agri (dans l'officieux Kurdistan turc), Montréal (Canada), Lomé (Togo), Rome (Italie), Pedernales (Équateur), Fukuoka

(Japon) et Salonique (Grèce) dans le but de produire des contenus rédactionnels ou d'accompagner les dirigeants de l'ISP dans ces pays lors de manifestations/séminaires.

L'ISP a conduit une série de 18 courts entretiens avec des travailleurs/euses municipaux du monde entier et réalisé deux courts métrages documentaires : l'un sur la privatisation du secteur de l'eau en Grèce et l'autre sur le travail réalisé par les travailleurs/euses du secteur public à la suite du tremblement de terre qui a frappé l'Équateur.

Nous mettons la dernière touche à la refonte du site internet de l'ISP qui mettra en valeur le travail réalisé par nos affiliés : qui ils sont ; dans quel pays ils sont implantés ; les liens qui les unissent – grâce à de nouveaux documents visuels. Il en va de même pour l'identité visuelle de l'ISP qui sera de plus en plus homogène.

CAMPAGNES

Depuis son dernier Congrès, l'ISP s'est affirmée comme chef de file mondial pour les services publics et les droits de l'homme. En luttant pour la prise en compte des droits syndicaux, l'ISP est parvenue à établir un dialogue avec ses membres afin de faire évoluer les politiques sur un large éventail de questions essentielles, telles que les accords commerciaux, la justice fiscale, l'établissement de normes internationales et le lobbying auprès des institutions mondiales. Les effectifs de l'ISP ont augmenté et son réseau d'alliés s'est élargi. Il est clair que nombre des défis auxquels font face les membres de l'ISP sont étroitement liés les uns aux autres. Les politiques sont élaborées à l'échelle mondiale et cela vaut également pour l'austérité et pour les politiques commerciales qui frappent durement les services publics.

Cela signifie que nous devons rester unis et renforcer notre coopération au-delà des frontières pour nous opposer aux acteurs mondiaux, notamment les institutions financières internationales et les multinationales qui définissent l'agenda politique mondial. Malgré les grands défis auxquels nous sommes confrontés, il est possible de gagner, car un programme axé sur l'être humain et sur les droits de l'homme est non seulement plus durable, mais il permet surtout d'obtenir de meilleurs résultats au profit de nos membres et de la planète. Les luttes soutenues contre l'exploitation et les inégalités croissantes, au profit de services publics de qualité et des droits de l'homme, est le fil rouge qui lie l'ensemble des campagnes de l'ISP.

Ces dernières années, les campagnes de l'ISP ont eu le plus fort impact lorsque le message était porté bien au-delà de ses membres et que de fortes coalitions se formaient avec la population dans son ensemble, avec des groupes d'ONG progressistes, parfois même avec les gouvernements qui sont prêts à affronter les grandes entreprises et à mettre fin au statu quo. Le succès repose sur l'intégration de la stratégie politique, de la coopération technique, de l'analyse approfondie, de la communication et en tirant parti de la dynamique – qu'elle soit d'origine interne ou externe. Une solide coopération entre le personnel du siège de l'ISP, des régions et de l'équipe de projet avec une participation soutenue des dirigeants affiliés de l'ISP est indispensable pour avoir un réel impact. Nous devons consolider toutes ces victoires, ces défis, ces réseaux, la recherche et la cartographie, tout en faisant mieux connaître l'ISP et, plus important encore, les messages et les campagnes que nous préconisons, tant au sein du mouvement syndical qu'en dehors. Dans de nombreux pays, les syndicats restent l'une

des seules organisations démocratiques et sont bien souvent les organisations non gouvernementales les plus représentatives. Aider nos affiliés grâce à un discours fort et en leur donnant l'occasion d'échanger leurs expériences peut contribuer à rendre plus efficace leur lutte quotidienne.

En 2016, les campagnes de l'ISP avaient mis l'accent sur la ComHEEG, la Commission de haut niveau des Nations Unies sur l'Emploi en Santé et la Croissance économique, collaborant étroitement avec les affiliés de l'ISP afin d'apporter des éléments d'appréciation, tout en exerçant des pressions auprès de l'OIT, de l'OMS et de l'OCDE sur les priorités de l'ISP. Nous avons également formé de nouvelles coalitions avec des ONG et d'autres partenaires dans le cadre du suivi de l'Agenda 2030, du Financement du développement et du Forum politique de haut-niveau à l'ONU. Tout au long de l'année, l'ISP a affiché une forte présence à la Commission de la condition de la femme (CCF) des Nations Unies et à la CIT. L'ISP a également prolongé sa collaboration avec l'IE sur les droits des travailleurs/euses LGBT et elle a ouvert un nouveau domaine de travail portant sur les travailleurs/euses handicapé-e-s et sur le rôle des services publics, en coopération avec l'OIT. L'ISP a du reste lancé un nouveau bulletin d'information, Privatization Watch, qui s'intéresse à la privatisation dans le monde, met à disposition une plateforme pour les campagnes de l'ISP et de ses alliés parmi les OSC et présente les études utiles ainsi que les bonnes/mauvaises pratiques.

PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ET DE L'ÉQUITÉ

ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES

Depuis plusieurs dizaines d'années, l'égalité des genres est un cri de ralliement important pour l'ISP. Cette dernière a été le premier syndicat mondial à introduire une politique de parité entre hommes et femmes en matière de représentation politique. Et nous lui demandons à présent d'être le premier syndicat mondial à préparer un programme d'action (POA) intégrant la dimension de genre. Cela signifie que l'organisation tout entière, tant les hommes que les femmes, et pas exclusivement les femmes, se devra de veiller à la mise en pratique de l'égalité des genres.

60^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) et préparatifs en vue de la 61^e session

La 60^e session avait pour thème principal « L'autonomisation des femmes et son lien avec le développement durable ». Les conclusions concertées ont reconnu le rôle des syndicats dans la défense des droits des femmes. L'ISP a organisé un événement parallèle intitulé « Femmes arabes et droits humains à la paix », marquant la première occasion pour le mouvement syndical de débattre de la question de la guerre et du conflit arabe.

À l'occasion de la Journée mondiale pour le travail décent, et dans le contexte de la Conférence des femmes Asie-Pacifique, l'ISP a publié la Déclaration de Fukuoka, qui a servi de feuille de route à la CSW61.

Fin octobre, les syndicats mondiaux ont produit une déclaration commune précisant leur position en vue de cette 61^e session.

Au mois de décembre, dans le but d'accroître l'influence sur les gouvernements et les instances onusiennes et pour engager une action stratégique, une réunion préparatoire s'est tenue conjointement avec les syndicats mondiaux, sous les auspices de la Fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES).

Journée du 8 mars

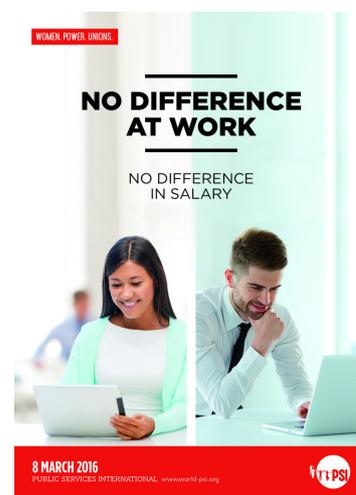
À l'occasion de la Journée internationale de la femme, l'ISP a appelé à une réelle transformation du monde du travail et des relations entre hommes et femmes, au respect du principe de salaire égal pour un travail de valeur égale et à la reconnaissance du travail des femmes.

Action dans le domaine de l'eau : une perspective de genre

Début 2016, l'ISP a soumis au Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement des études de cas émanant de l'Inde, du Kenya, de l'Argentine et de l'Équateur, portant sur les implications du droit humain à l'eau et l'assainissement. Les études s'intéressent aux répercussions sexospécifiques des lois, des finances publiques, de la participation à la prise de décisions et des mécanismes de surveillance.

Justice fiscale et justice de genre

Les travaux de l'ISP sur le lien entre fiscalité et genre se développent. Un premier débat sur l'incidence du genre sur les politiques fiscales nationales et sur les règles fiscales internationales, prenant en compte les travaux de l'ISP sur la justice fiscale, a eu lieu lors du Forum mondial « Pas de justice fiscale sans justice de genre », à Londres, en juin.



Droits des travailleurs et travailleuses LGBTQI

Les secrétaires généraux de l'ISP et de l'IE, ainsi qu'une importante délégation d'affiliés, ont pris part à la Conférence « Liberté au travail » portant sur les droits des travailleurs/euses LGBTQI, organisée par la FNV à Amsterdam, en août. Cette conférence a donné l'occasion unique aux syndicalistes LGBTQI et aux partenaires de la société civile de se réunir et de partager leur expérience. Une demande a été présentée en vue de créer un groupe de travail de Global Unions sur les questions LGBTQI et des engagements ont été pris afin d'organiser un Forum commun ISP-IE sur la question LGBTQI, en amont du Congrès de l'ISP, en octobre 2017. Rosa a déclaré : « Cela représentera un temps fort pour nos organisations, un moment au cours duquel nous transmettrons un message fort d'unité et de résistance, et où nous redonnerons aux droits de l'homme leur position centrale. Nous devons renforcer la représentation des travailleurs LGBTI dans les structures syndicales et veiller à ce que les syndicats adoptent les politiques LGBTQI – Cela permettra de développer l'efficacité et d'exposer plus encore notre travail commun. »

Les violences sexistes dans le monde du travail et la nouvelle norme de l'OIT

Il y a plusieurs années, les femmes dans le mouvement syndical international ont lancé une campagne en



faveur de la création d'une norme de l'OIT relative aux violences sexistes. En novembre, le Conseil d'administration du BIT a fini par mettre la discussion sur une nouvelle norme relative à « la violence à l'égard des femmes et des hommes dans le monde du travail » à l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail (CIT) en 2018.

L'ACTRAV-OIT a mené une recherche dans le cadre des activités de préparation et de plaidoyer syndical en vue de l'adoption de cette norme. L'ISP a orienté sa recherche sur le secteur de la santé en s'appuyant sur trois syndicats nationaux : FESPROSA (Argentine) ; SOLSICO (République du Congo) et AFW (Philippines).

Le 25 novembre, lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'ISP a pris position pour des solutions pacifiques afin de mettre fin à la violence au travail et dans la société, en préconisant une culture du dialogue axée sur le droit à la santé, à la paix et à la protection sociale.

Le travail décent pour les handicapés

En décembre, avec le soutien de l'ACTRAV et du GED de l'OIT, l'ISP a tenu une réunion sur « Le rôle des syndicats de la fonction publique dans la quête du travail décent pour les personnes handicapées ». Celle-ci s'appuyait sur une enquête menée par l'ISP et l'OIT eu égard aux initiatives des affiliés de l'ISP dans le domaine de l'inclusion des personnes handicapées, et sur

les travaux de l'OIT proposant un tour d'horizon mondial des actions syndicales sur le handicap. À travers la conférence, il s'agissait de sensibiliser sur les questions du handicap, d'informer à propos des initiatives lancées à travers le monde et d'identifier la voie à suivre pour les affiliés de l'ISP, l'ISP elle-même et l'OIT. Cette conférence a marqué une nouvelle ouverture au niveau international : le partenariat entre une fédération syndicale mondiale et l'OIT, explorant la sphère du handicap, et plus particulièrement le rôle du secteur public et des services publics. Des exemples d'actions syndicales sur le handicap menées dans le monde entier ont été présentés. Même dans les pays où le sujet s'annonçait difficile à introduire, ou dans ceux où les syndicats luttent pour pouvoir exister, il a été largement reconnu que le handicap devait désormais compter au nombre des préoccupations d'avenir.

En célébration de la Journée internationale de la femme, le 3 mars, des représentant-e-s des affiliés de l'ISP au Japon ont adressé une pétition au gouvernement, aux partis politiques et à la « Ligue parlementaire japonaise sur les activités de l'OIT » afin de promouvoir l'égalité en matière d'emploi et la ratification des conventions connexes de l'OIT.

JEUNES TRAVAILLEURS/EUSES

En mai, la nouvelle Stratégie d'intervention de l'ISP en faveur des jeunes travailleurs/euses a été finalisée et approuvée par le Conseil exécutif. Cette nouvelle stratégie d'intervention a pour objectif de promouvoir et de soutenir l'émergence de jeunes militant-e-s et de jeunes dirigeant-e-s syndicaux/ales fiables au sein des affiliés de l'ISP. Sa mise en œuvre a commencé en novembre avec un premier ensemble de formations destinées aux jeunes travailleurs/euses sur la remunicipalisation en Colombie et au Brésil avec le soutien de Kommunal

et d'Impact. L'activité organisée au Brésil était également associée à un atelier de la fondation Friedrich-Ebert consacré à la justice fiscale. En juin, grâce au soutien d'UNISON, Jeunes travailleurs/euses d'Afrique du Sud et d'autres jeunes délégués du Brésil et du Sénégal ont pris une part active à la célébration du 40ème anniversaire du soulèvement de Soweto. En juillet, l'ISP a envoyé des jeunes dirigeants au stage d'été du GLI au Royaume-Uni. Le 12 août, le thème de la Journée internationale de la jeunesse était « La route vers 2030 : Éliminer la pauvreté et parvenir à des modes de consommation et de production durables » ; les Jeunes travailleurs/euses de l'ISP ont mis à profit cette occasion pour s'attaquer à l'incompatibilité entre la consommation et la production durables et le travail précaire, l'insécurité de l'emploi et l'accès inégal aux services publics. En octobre, l'ISP, et 15 autres ONG ont participé à la création d'une coalition pour la promotion de stages équitables, et s'est associée à Global Interns Coalition pour appeler à la suppression des stages non rémunérés.

Tout au long de l'année, des réunions régionales, des ateliers, des sessions de formation et des rassemblements ont été organisés par de jeunes travailleurs/euses dans le monde entier sur des thèmes comme la privatisation des services publics, la justice fiscale, la remunicipalisation, les traités de libre-échange et la participation des jeunes au mouvement syndical. En octobre, un séminaire des jeunes travailleurs/euses s'est tenu à Fukuoka au Japon lors de l'APRECON, au cours duquel des jeunes participant-e-s ont estimé qu'il était nécessaire de cartographier la présence des jeunes membres dans les syndicats avant d'organiser et de renforcer le rôle des jeunes travailleurs/euses au sein de l'ISP.

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SYNDICAL

34

RAPPORT ANNUEL ISP 2016

Les projets de développement syndical sont un élément crucial de l'action de l'ISP en vue de renforcer ses affiliés. Ces projets traduisent également un engagement en faveur de la solidarité internationale au nom de tous les membres. En travaillant en partenariat avec ses affiliés, avec les organisations de solidarité et d'autres syndicats homologues, l'ISP peut utiliser les projets pour accroître de façon significative la portée et l'impact de ses activités et campagnes aux niveaux mondial, régional et national.

Courant 2016, les projets de l'ISP ont notamment abouti aux résultats suivants :



Des agents de santé népalais à l'occasion de la Conférence sur le travail précaire en Asie du Sud, Katmandou, juin 2016



Réunion annuelle de bilan de projet en décembre, Genève

- En Égypte, l'aide aux affiliés et aux syndicats alliés a permis de se mobiliser et d'exercer des pressions qui se sont traduites par le retrait d'amendements législatifs préjudiciables aux fonctionnaires proposées par le gouvernement ;
- Dans le sillage de la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest, le projet de l'ISP a fait entendre la voix du personnel de santé au cœur des débats relatifs au système de santé, permis à l'ISP de constituer de nouvelles alliances et de s'attribuer un rôle plus prépondérant au sein des Nations Unies en matière d'élaboration des politiques en faveur d'un renouvellement du système de santé publique ;
- Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le projet de l'ISP relatif au rôle de direction des femmes au sein des syndicats s'est conclu par 17 des 31 syndicats participants (53 %) enregistrant une augmentation du nombre de femmes dans les plus hautes sphères décisionnelles de leur syndicat lors de la période du projet ;
- Aux Philippines, l'aide apportée en matière de syndicalisation dans le secteur privé de la santé a permis une augmentation de 20 pour cent du nombre d'adhérent-e-s en un an ;
- Au Paraguay, le soutien aux projets de l'ISP a aidé les affiliés à stopper la privatisation du réseau électrique du pays et tous les syndicats qui ont participé au projet ont bénéficié d'une hausse de leurs effectifs ;
- Au Pakistan, un nouveau projet qui soutient les personnels de santé communautaire, toutes des femmes, a permis d'améliorer les délais de versement des salaires et consti-

tué l'amorce d'une action plus vaste de l'ISP pour garantir des emplois décents et permanents au profit des personnels de santé « bénévoles » dans toute l'Asie du Sud ;

- Au Rwanda, le soutien aux projets a permis à deux affiliés d'augmenter de plus du double leurs effectifs en trois ans (2014-2016) ;
- En Tanzanie, le soutien au projet de l'ISP a aidé un affilié à inverser la tendance à la baisse des adhésions en favorisant une trajectoire de croissance qui s'est traduite par le retour de très nombreux membres qui avaient démissionné ;
- En Indonésie, le soutien aux projets vis-à-vis de notre affilié dans le secteur de l'électricité a aidé le syndicat à gagner un important procès en cour constitutionnelle, qui a affirmé le contrôle public des ressources énergétiques dans le pays ;



Des réfugié-e-s syrien(ne)s en Turquie

- Au Guatemala, le soutien au projet de l'ISP continue de mettre en lumière le recul des syndicats et des droits de l'homme dans le pays et a contribué à renforcer les grandes campagnes visant à protéger efficacement les syndicalistes ;
- Les projets ont permis la publication du rapport de l'ISP : « La crise des réfugié-e-s syrien(ne)s et son impact sur les services publics en Turquie », qui proposait des réponses syndicales antiracistes pour l'accès des réfugié-e-s aux services publics et pour améliorer les conditions des travailleurs/euses qui fournissent des services publics aux réfugié-e-s.

Proposer de nouveaux projets encore plus solides reste l'une des

missions de l'ISP. Le nouvel accent mis sur les travaux et sur les interventions sectorielles en vue de renforcer les campagnes de plus grande portée de l'ISP (notamment dans les secteurs du commerce, de la justice fiscale et du droit aux soins de santé publique) devrait faire partie des nouveaux domaines de projet.

Nous entrevoyons également un potentiel pour les projets qui contribuent à l'organisation de nouveaux membres dans les services sociaux et de santé, aux campagnes pour des alternatives à l'externalisation, pour les questions relatives aux réfugié-e-s et à la formation au management syndical au profit des jeunes travailleurs/euses.

L'ISP est reconnaissante du soutien apporté par les syndicats affiliés ci-après dont les contributions directes au cours de l'année 2016 ont permis la mise en œuvre de nos projets : Akademikerförbundet SSR (Suède), FNV-PZ (Pays-Bas), IMPACT (Irlande), Kommunal (Suède), KNS (pays nordiques), JHL (Finlande), Seko (Suède), SEIU (États-Unis), ST (Suède), TEHY (Finlande), UNISON (RU), Vision (Suède).



Réunion régionale des jeunes travailleuses/euses de la sous-région africaine francophone, en octobre à Lomé

EUROPE (FSESP)

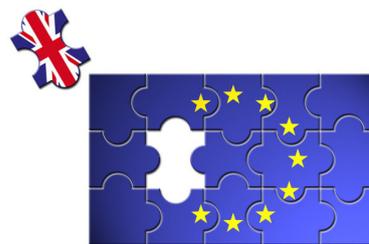


Photo Credit: Creative Commons

Le 23 juin, les Britanniques ont majoritairement voté pour le Brexit. La plupart des syndicats de la fonction publique britanniques, soutenus par la FSESP, avaient fait campagne pour le « Remain » (maintien dans l'UE). La FSESP a adopté une position en faveur de la garantie des droits des travailleurs/euses et la protection des services publics. Les syndicats européens ont établi une plateforme visant à définir d'importantes réformes afin que l'Europe sociale figure parmi les priorités. La Commission a formulé des propositions concernant un pilier des droits sociaux.

Autre événement d'envergure, la tentative de coup d'État en Turquie le 15 juillet, et ses conséquences. Plus de 300 personnes ont perdu la vie et plus de 2 000 ont été blessées. Nous nous joignons au mouvement syndical mondial pour condamner le coup d'État. Nous nous sommes montrés critiques à l'égard de l'état d'urgence, de la répression des journalistes et d'autres voix critiques à l'encontre de ce régime et des licenciements et suspensions de plus de 110 000 fonctionnaires, juges, enseignant-e-s, universitaires et autres, qui ont suivi.

La FSESP a élu une nouvelle Présidente, Isolde Kunkel Weber, de Ver.di. Annelie Nordström a décidé de ne pas se représenter à l'élection au Congrès de son syndicat, Kommunal. Enfin, Mette Nord de Fagforbundet, Norvège, a été élue Vice-présidente.

Les droits syndicaux ont été bafoués dans plusieurs pays tels que le Royaume-Uni et l'Italie. Nous avons soutenu l'action des affiliés, avec en point d'orgue une campagne de la CES visant à faire pression sur les figures politiques européennes, les gouver-

nements et les employeurs européens, et ainsi les amener à appuyer les droits syndicaux et la négociation collective. Nous avons appuyé la démarche du syndicat USF auprès de l'Office européen des brevets (une instance internationale) lorsque la direction a licencié ses représentant-e-s et n'a pas tenu compte des jugements rendus, qui renvoyaient à la nécessité d'appliquer les normes énoncées dans la Charte sociale européenne.

Dans le sillage de l'action des militant-e-s pour la justice fiscale et de la FSESP, la Commission européenne a ouvert une enquête sur l'évasion fiscale de la multinationale de la restauration rapide, McDonalds. Aux côtés de la coalition et de la CES, nous avons cherché à obtenir la mise en place du système de déclaration fiscale publique pays par pays, une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés avec un taux minimum de 25 % et une taxe sur les transactions financières. Une de nos grandes réussites a été de convaincre la Commission européenne de préparer une initiative législative sur la protection des lanceurs d'alerte, en raison des poursuites auxquelles s'exposent plusieurs d'entre eux pour avoir dénoncé des fraudeurs.

Le terrorisme a frappé le continent européen, notamment lors d'un attentat à la bombe dans le métro, non loin du siège de la FSESP, alors que le personnel et les membres des affiliés belges prenaient part à une action à proximité, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau. D'autres attaques ont eu lieu à Nice, Berlin, Istanbul et Ankara. La communauté syndicale a réagi par un vaste élan de solidarité sur les différents lieux de travail, par-delà les frontières et les cultures. Le travail des intervenant-e-s

d'urgence et d'autres personnels de la fonction publique a été largement salué.

La FSESP a coordonné les travaux sur le commerce aux côtés des syndicats européens et de la société civile, s'opposant à l'accord entre l'UE et le Canada (AECG). De vastes manifestations ont eu lieu dans toute l'Europe. Les principales préoccupations se rapportaient au mécanisme de règlement des différends entre les investisseurs et l'État, rebaptisé système juridictionnel des investissements, et l'exclusion des services publics. Nous avons attiré l'attention des institutions européennes sur l'impact négatif de l'ACS sur les employé-e-s de la fonction publique.

Notre projet sur l'organisation et le recrutement, mené avec l'appui de FNV, a impliqué plus de 1 000 syndicalistes dans 40 événements organisés en Europe centrale et orientale. Nous nous sommes concentrés sur le renforcement des syndicats de la santé et des services sociaux et sur le recrutement des jeunes en Russie et en Asie centrale.

Nos travaux sur les migrations et les réfugié-e-s incluaient un atelier soutenu par les affiliés suédois, et la FSESP et l'ISP ont condamné l'accord demandant à la Turquie de contenir l'afflux de réfugié-e-s en échange d'un financement. Nous avons exigé des dirigeant-e-s européen(ne)s qu'ils /elles respectent leurs responsabilités internationales.

La numérisation est devenue un nouveau domaine de travail étant donnée l'incidence des technologies numériques sur les services publics, les travailleurs/euses et les femmes. La question a été abordée avec les organi-

sations européennes d'employeurs, en particulier dans le secteur des administrations locales.

L'intégration de l'égalité entre hommes et femmes est une question clé pour le Comité des femmes et de l'égalité des genres de la FSESP. Nous avons cherché à influencer les propositions de la Commission en matière d'équilibre entre travail et vie de famille. La FSESP a négocié un accord sur l'égalité entre hommes et femmes avec la multinationale française ENGIE.

Aspects sectoriels, professionnels et autres

- Sur la question du dialogue social en matière de santé, la FSESP et les employeurs européens ont signé un accord relatif au perfectionnement professionnel continu et à l'apprentissage tout au long de la vie. Le groupe sur les services sociaux s'est penché sur les défis posés au personnel des établissements de garde des enfants.
- Un réseau syndical a été mis en place au sein de la multinationale française Orpea, proposant des services à l'intention des personnes âgées. Le groupe sur les comités d'entreprise européens a travaillé à l'amélioration de la législation européenne sur les CEE. Le groupe sur l'administration locale et régionale a convenu d'un plan d'action sur le bien-être au travail conjointement avec les employeurs, tandis que le



Right2Water supporters (Greece)



Brussels Demonstration against CETA, 20 September 2016

- groupe sur l'administration centrale et les employeurs ont poursuivi leurs travaux au sujet de leur accord sur l'information et la consultation des travailleurs/euses, afin de s'assurer que la Commission introduise la loi nécessaire à sa mise en œuvre.
- Nous avons requis auprès des gouvernements européens la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique, par exemple au sein de l'Union énergétique européenne. Nous aspirons à mettre en place un fonds pour une Transition juste et revendiquons, aux côtés des militant-e-s anti-pauvreté d'Europe, le droit à l'énergie.
- Au sein du réseau des Jeunes, nous avons centré nos efforts sur la « Garantie pour la jeunesse » en matière d'emploi. Employeurs et syndicats sont parvenus à un accord sur un Cadre de qualité pour les stagiaires dans le secteur de l'électricité.
- Aux côtés des syndicats belges, la FSESP a coordonné des actions dans l'ensemble de l'Europe à l'occasion de la Journée mondiale de la santé le 7 avril, afin de mettre en garde contre les dangers de la commercialisation et la privatisation des soins.
- La fin de l'austérité, le rétablissement de la négociation collective et la promotion de l'investissement public demeurent des revendications clés dans notre travail sur la gouvernance économique européenne. La FSESP travaille également aux côtés de la coalition Semestre Alliance à cette fin. Nous participons à la campagne de la CES pour l'augmentation des salaires.
- Les activités en lien avec le Droit à l'eau ont rencontré un franc succès en Slovaquie, où la constitution a été amendée pour inclure des dispositions en la matière, et au Portugal avec la municipalisation de l'eau à Mafra.
- Les questions de santé et de sécurité ont été abordées sur différents forums de dialogue social en Europe et le réseau des pompiers a mis le cap sur les cancers professionnels.
- Notre action dans le domaine du dialogue social se voit complétée par le suivi de la négociation collective. Le bulletin d'information de la FSESP sur la Négociation Collective demeure la seule source d'information quant à l'évolution de cette question en Europe, notamment dans les services publics.

RAPPORT FINANCIER

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

pour les douze mois s'achevant au 31 décembre 2016

	Bilan 2016	Budget 2016	Bilan 2015
RECETTES			
Cotisations	€7,712,839	€7,900,000	€7,790,200
Sources de recettes exceptionnelles	€132,598	€50,000	€355,744
Intérêts et produits des investissements	€71,951	€70,000	€59,167
Remboursements	€30,708	€30,000	€73,885
Recettes exceptionnelles	€68,124	€0	€58,720
Contributions aux fonds	€185,328	€150,000	€172,260
Contribution bailleurs de fonds à gestion des projets	€449,046	€514,000	€489,722
Total recettes avant projets	€8,650,594	€8,714,000	€8,999,698
Recettes activités financées par bailleurs de fonds	€2,150,599	€2,006,000	€1,817,096
TOTAL RECETTES	€10,801,192	€10,720,000	€10,816,793
DÉPENSES			
Total Activités stratégiques	€687,625	€735,500	€705,640
Total Réunions statutaires	€688,646	€633,500	€734,097
Réunions			
Fédérations Syndicales Mondiales	€0	€2,000	€0
CSI	€0	€2,000	€0
Réunions FSESP	€1,447	€4,000	€3,111
Groupe de Travail sur les Statuts (GTS)	€13,350	€0	€1,916
Représentation/Coordination Direction	€56,433	€90,000	€88,575
Contrôle/Coordination Siège	€3,644	€10,000	€456
Coordination des équipes au Siège	€0	€2,000	€210
Total Réunions et Événements	€74,874	€110,000	€94,268

	Bilan 2016	Budget 2016	Bilan 2015
Représentation (sous)-régionale	€133,210	€120,500	€142,209
Accord FSESP-ISP	€850,000	€850,000	€875,000
Communications	€111,194	€110,000	€77,123
Prix Kluncker Wurf	€15,000	€15,000	€12,426
Contributions	€8,227	€15,000	€8,237
Total Personnel	€4,893,426	€5,062,870	€4,645,886
Total Frais de bureau	€590,319	€607,500	€569,095
Frais de personnel/bureau alloués aux projets	-€449,046	-€514,000	-€489,722
Frais Personnel/Bureau nets	€5,034,699	€5,156,370	€4,725,259
Audit	€79,890	€91,600	€91,395
Fonds destinés aux dons (dépenses)	€33,856	€150,000	€97,288
Dépenses exceptionnelles	€57,040	€0	€619,828
Projets à financement externe	€2,599,644	€2,520,000	€2,306,818
Total dépenses avant amortissement et provisions	€10,373,906	€10,507,470	€10,489,588
Amortissement	€45,734	€50,000	€55,539
Provisions et réserves	€490,518	€390,000	€424,891
Excédent provisions au fonds de solidarité	€151,472	€0	€74,972
Prélèvements provisions et réserves	-€166,500	-€120,000	-€240,000
Prélèvements fonds de solidarité	-€97,940	€0	-€0
Total Prélèvements	-€264,440	-€120,000	-€240,000
TOTAL DÉPENSES	€10,797,190	€10,827,470	€10,794,864
EXCÉDENT/DÉFICIT	€4,003	-€107,470	€21,929



Public Services International
Internationale des Services Publics
Internacional de Servicios Públicos
Internationale der Öffentlichen Dienste
Internationell Facklig Organisation för Offentliga Tjänster
國際公務勞連

Internationale des Services Publics

45 avenue Voltaire, BP 9
01211 Ferney-Voltaire Cedex, France
Tel: +33 4 50 40 64 64
E-mail: psi@world-psi.org
www.world-psi.org